

RAPPORT DU FORUM

AFRICA FINANCE &

INVESTMENT FORUM 2015

Cape Town, Afrique du Sud
24 - 26 Novembre 2015

ACCÈS AUX FINANCEMENTS & ENTREPRENARIAT

LORD CHARLES HOTEL



FORUM REPORT

Africa Finance and Investment Forum 2015

Accès aux finances & entrepreneuriat



Tous droits réservés. La reproduction du contenu de ce produit d'information pour la revente ou pour d'autres buts commerciaux est interdite sans la permission écrite des détenteurs des droits d'auteur.

Les demandes pour les permissions doivent être adressées à :

EMRC International
Avenue Louise, 287
1050 Bruxelles – Belgique
Tel.: +32 (0)2 626 15 15
Fax: +32 (0)2 626 15 16
E-mail: info@emrc.be
© EMRC 2016
Graphisme : Bert Claessens

Rapport : écrit par Pierre Coetzer

Photos : Berna Coetzee

The information and views set out in this report are those of the speakers and do not necessarily reflect the views of all participants of the forum or of EMRC as an organization. EMRC or any person working on its behalf may not be held responsible for the use which may be made of the information contained therein.

TABLER DES MATIERES

Résumé & remerciements	4
Objectifs et mission d'EMRC	6
Programme	8
Jour I: Ouverture officielle	10
Présentation du PNUD: Dialogue publique-privé sur les investissements d'impact	18
Session plénière I – Améliorer l'accès au financement pour les PME en Afrique	
Partie 1: Les solutions innovantes pour l'accès à la finance en Afrique	24
Partie 2: Promouvoir l'entrepreneuriat;	
Renforcement des capacités des institutions financières & du monde des affaires	28
Jour II: Session du PNUD – L'investissement d'impact en Afrique	34
Session Parallèle II: Financement de l'Agriculture & de l'Agrobusiness	40
Session parallèle III : Le financement des infrastructures et des projets énergétiques	45
Jour III: Session plénière II – Financer le secteur de santé africain	54
Concours AFIF 2015 Pfizer	58
Présentation: Les opportunités & politiques d'investissement en Afrique du Sud	61
PNUD - Déclaration de Cape Town sur les Investissements d'Impact	66

Résumé & remerciements

Avec une croissance du PIB devant atteindre les 3,6% en 2016, le continent africain est la région la plus dynamique du monde, derrière l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est. Au cours de la dernière décennie, le continent a attiré de plus en plus d'investissements directs étrangers, avec un montant cumulé de 470 milliards de dollars sur la période 2005-2014 (selon la Banque africaine de développement). Ce n'est pas seulement le volume, mais aussi la diversité des investissements qui a augmenté: Alors que l'essentiel des investissements se concentrait il y a deux décennies sur le secteur minier, l'Afrique attire désormais des flux grandissants dans les domaines de l'énergie, des télécommunications, des infrastructures, de la santé, de l'agriculture, de la grande distribution et des services financiers.

Aujourd'hui, le plus grand défi économique de l'Afrique n'est peut-être plus tant celui d'attirer des investissements, mais de veiller à ce que ces flux profitent à tous, c'est à dire de s'assurer que la croissance économique soit inclusive.

La décision d'EMRC d'organiser le Forum AFIF 2015 en Afrique pour la première fois, dans la ville de Cape Town en Afrique du Sud, s'inscrit dans cette logique. La ville est en effet en passe de devenir l'une des principales places financières et économiques du continent.

Le Forum a réuni plus de 200 acteurs et décideurs économiques et investisseurs, ainsi que des représentants du gouvernement et de la société civile venus de l'ensemble du continent et du reste du monde.

Le thème du Forum de cette année était "l'accès au financement et à l'entrepreneuriat". Sur une période de trois jours, le Forum s'est penché sur des solutions financières innovantes pour favoriser la croissance des entreprises de l'Afrique, et a présenté les opportunités du continent africain dans les secteurs clés de l'agriculture, de la santé, des infrastructures et de l'énergie.

L'un des principaux événements du Forum a été le lancement d'un dialogue public-privé de grande envergure sur les investissements d'impact en Afrique. Ce dialogue est une initiative conjointe du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de la Commission de l'Union africaine (CUA). Le concept d'investissement d'impact est de plus en plus connu en Afrique et dans le monde: Il s'agit d'investissements cherchant à obtenir un impact social et environnemental mesurable au-delà du seul rendement financier. Les investissements d'impact sont une classe d'actifs grandissante, avec quelque 60 milliards de dollars actuellement sous gestion dans le monde entier. Compte tenu de la demande de financement des PME en Afrique, estimée aujourd'hui à 140 milliards de dollars, le potentiel de croissance est considérable.

Le dialogue a permis aux représentants des secteurs public et privé de discuter d'interventions concrètes pour dynamiser le secteur de l'investissement d'impact et contribuer à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, ainsi que des objectifs de développement durable récemment ratifiés (ODD). Cela a permis de lancer un débat continental autour de la notion d'investissement d'impact, de la façon d'attirer les investisseurs au bénéfice de tous les Africains.

Les traditionnelles séances plénières ont été complétées cette année par plusieurs débats réunissant des experts mondialement reconnus sur des sujets tels que l'amélioration de l'accès au financement pour les PME, le financement de l'agriculture et de l'agro-industrie, le financement des projets d'infrastructure et d'énergie, et le financement du secteur des soins de santé.

Le Forum a également accueilli le prix de l'entrepreneuriat (Entrepreneurship Award) AFIF 2015, parrainé par la Fondation Rabobank. Les quatre projets sélectionnés (sur 49 demandes) ont été présentés par leurs auteurs au comité de sélection. Il s'agit de Mary Cherop Maritim, de Cherebut Foods (Kenya), d'Adewumi Sule Owolabi, représentant Aerobic Foods (Nigéria), de Lazaro Mwakipesile, fondateur de Raphael Group (Tanzanie) et de Wachira Kariuki, de Classic Foods (Kenya). Le gagnant, Lazaro Mwakipesile, a reçu un chèque, ainsi que l'engagement d'EMRC de développer une stratégie de communication pendant un an.

Pour la première fois, AFIF a également comporté une séance spéciale sur "l'accès au financement de la santé". La séance a été l'occasion de remettre le prix Pfizer de l'entrepreneuriat dans le domaine de la santé (Pfizer Health Entrepreneurship Award), ainsi qu'une séance de pitching organisée par l'Innovation Hub (Afrique du Sud), qui a abouti à la nomination de Markus Labuschagne, de la société Altis Biologics, Afrique du Sud.

En coulisses, plus de 600 réunions Business-to-Business (B2B) ont été organisées sur deux après-midis, permettant aux délégués d'établir des partenariats, de conclure des affaires et de transformer les discussions du Forum en réalités tangibles.

Le Forum a été conclu par la Déclaration du Cap sur l'investissement d'impact. La Déclaration, une initiative du PNUD, est le résultat d'un dialogue global tenu tout au long du Forum. Cette déclaration est conçue pour servir de référence au secteur privé, aux gouvernements et à la société civile pour réaliser le potentiel économique du continent. La déclaration appelle les investisseurs, les gouvernements et le secteur privé à catalyser et à renforcer l'investissement d'impact en Afrique, notamment en établissant un organe de consultation sur l'investissement d'impact, en élaborant un cadre réglementaire favorable, en établissant des normes pour mesurer l'impact, et en créant un fonds d'impact spécifiquement consacré à l'Afrique.

En préparation du Forum, EMRC a organisé, en collaboration avec ES Partners, un atelier d'une journée sur la "Présentation d'un plan d'affaires". L'atelier était exclusivement réservé aux participants du Forum, et leur a donné des outils pratiques et des connaissances liées à l'accès au financement, la présentation d'un plan d'affaires aux partenaires et investisseurs potentiels. La session a été animée par l'équipe d'ESPartners, à savoir Eric Kacou (Co-Fondateur et Directeur Général) et Teddy Roux (Directeur pour l'Afrique de l'Ouest).

Le Forum AFIF 2015 a été initié par EMRC, basé à Bruxelles, et organisé en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque européenne d'investissement (BEI), la banque de développement allemande (DEG / KfW), ainsi qu'Afreximbank, Old Mutual Investments Group, Agri Academy, Pfizer, la Fondation Rabobank, Bluecloud, la Société islamique de développement (Islamic Corporation for the Development of the Private Sector (ICD) et la Société financière internationale (SFI).

Objectifs et mission d'EMRC



EMRC est une organisation internationale dont la mission est de promouvoir le développement économique durable en Afrique en soutenant les partenariats d'affaires, avec un accent particulier sur les relations économiques et commerciales avec le secteur privé. EMRC dispose d'un réseau d'entrepreneurs, de financiers et des représentants de plus de cent pays à travers le monde.

Afin de réaliser sa mission, EMRC développe les initiatives suivantes:

- Le Forum Africa Finance & Investment - AFIF, qui a lieu chaque année et attire en moyenne autour de 200-250 experts et décideurs du monde entier : entreprises du secteur privé, bailleurs de fonds, financiers, multinationales, chercheurs, gouvernements, organisations internationales, ONG et entreprises de conseil. Chaque Forum s'articule autour d'un thème central qui aborde les défis et les opportunités en matière d'investissements et de financement de projets en Afrique. Tenu à l'origine en Europe, il se déroule désormais en Afrique, avec le Forum de Cape Town en 2015.
- Le Forum AgriBusiness attire plus de 500 décideurs chaque année, parmi lesquels des entreprises du secteur privé, des financiers, des bailleurs de fonds, des multinationales, des chercheurs, des gouvernements, des organisations internationales, des ONG et des entreprises de conseil. Tenu à l'origine en Europe, le Forum a désormais lieu chaque année dans une capitale africaine, et s'articule chaque année autour d'un thème central qui aborde les défis et les opportunités du secteur agro-alimentaire. En 2012 le Forum s'est tenu à Dakar, organisé conjointement par EMRC, le PNUD et la PanAAC, en collaboration avec la FAO, Rabobank et d'autres groupes. Le Forum AgriBusiness 2013 a eu lieu à Kigali, au Rwanda, accueilli par le Gouvernement rwandais, et organisé en collaboration avec la FAO, le PNUD et Rabobank. Le Forum Agribusiness le plus récent a eu lieu à Kinshasa en mars 2015, accueilli par le gouvernement de la République démocratique du Congo.

EMRC organise également des missions commerciales vers certains pays, dans le but de promouvoir des relations interrégionales. L'équipe d'EMRC accompagne un groupe de décideurs des secteurs public et privé venus de toute l'Afrique pour rencontrer leurs homologues dans d'autres pays. Les missions consistent notamment des visites de sites, l'échange de connaissances et des opportunités de networking.

Deux éléments clés des événements EMRC sont les prix de l'entrepreneuriat d'EMRC, et les réunions d'affaires B2B. Le Prix de l'incubateur est une initiative d'EMRC lancée en 2008, visant à encourager l'entrepreneuriat et l'innovation en Afrique au sein des PME. Les entrepreneurs de toute l'Afrique sont invités à soumettre leurs propositions de projets à EMRC. Lors du Forum 2015, EMRC a lancé deux initiatives supplémentaires, à savoir le prix de l'entrepreneuriat AFIF (parrainé par la fondation Rabobank) et le prix de l'entrepreneuriat dans le domaine de la santé (parrainé par Pfizer). La cérémonie de remise des prix se fait lors des deux Forums d'EMRC (Agribusiness et AFIF), après présentation des projets par les finalistes. Le projet gagnant est annoncé lors d'une soirée de Gala qui fait partie des événements du Forum.

Les rencontres B2B permettent aux participants des forums de nouer des partenariats et d'établir des liens d'affaires. EMRC bénéficie d'un large réseau de clientèle d'entreprises africaines et les institutions financières, les organisations internationales et bilatérales, des ONG et des fondations qui travaillent en Afrique. Les rencontres B2B font partie intégrante de chaque Forum, et sont souvent cités par les délégués comme l'élément le plus important de leur participation aux événements EMRC.



Mardi, 24 novembre 2015

08h00

08h45

Registration

09h00

Ouverture officielle de l'AFIF

- **Idit Miller**, Directrice Générale, EMRC, Belgique
- **Lebogang Motlana** – Directeur, PNUD Centre de service régional pour l'Afrique
- **Pim Van Ballekom** – Vice-Président, Banque Européenne d'Investissement, Luxembourg
- **Khaled Al-Aboodi** – CEO, Banque Islamique de Développement pour le secteur privé (BID), Royaume d'Arabie Saoudite

Présentation du PNUD**Dialogue publique-privé sur les investissements d'impact**

Comment développer le secteur des investissements d'impact en Afrique

Modérateur: Michael E.M. Sudarkasa – PDG, Africa Business Group

Presentation: **Tomas Sales** – Conseiller Spécial, Unité Secteur Privé (AFIM), PNUD Centre de service régional pour l'Afrique

Panélistes:

- **Représentant du gouvernement sud-africain**
- **Lebogang Motlana** – Directeur, PNUD Service Régional pour l'Afrique Centrale
- **Dave Uduanu** – Président & PDG, Réseau de fonds de pension africain, Nigéria
- **Pim van Ballekom** – Vice-Président, Banque Européenne d'investissement, Luxembourg
- **Zakheni Ngubo** – Senior Managing Partner, Siyafunda (Entrepreneur Social), SA
- **Ullrich Klins** – Programme Manager, Business for Development (B4D), Allemagne

11h00

Pause-Café

11h30

Session plénière I – Améliorer l'accès au financement pour les PME en Afrique

Part 1 – Les solutions innovantes pour l'accès à la finance en Afrique

Modérateur: Arthur Lévi – Membre du comité Exécutif EMRC, Belgique

- **Pierre Van Hedel** – Directeur Général, Fondation Rabobank, Pays-Bas
- **Tor Jansson** – Principal Investment Officer, SFI, Banque Mondiale, Afrique du Sud
- **Elaine Jones** – Directrice Exécutive, Pfizer Ventures, USA
- **Hendrik Jordaan** – Président & CEO, One Thousand & One Voices, USA
- **Kshama Fernandes** – PDG, IFMR Capital, Inde

13h00

Déjeuner

14h30

Session plénière I – Améliorer l'accès au financement pour les PME en Afrique

Part 2 – Promouvoir l'entrepreneuriat; Renforcement des capacités des institutions financières & du monde des affaires

Modérateur: Arthur Lévi – Membre du comité Exécutif EMRC, Belgique

- **Khaled Al-Aboodi** – PDG, BID, Royaume d'Arabie Saoudite
- **Eric Kacou** – Co-Fondateur & Directeur Général, Entrepreneurial Solutions Partners (ESPartners), Côte d'Ivoire
- **Allon Raiz** – Fondateur & PDG, Raizcorp, Afrique du Sud
- **Paul Malherbe** – PDG & MD, AMSCO, Afrique du Sud
- **Jetso Chitereka** – Manager Risk, Afreximbank, Egypte

16h00

Pause-Café

16h30

18h30

B2B – Rencontres d'affaires pré-organisées

19h00

AFIF 2015 Dîner d'affaires

Mercredi, 25 novembre 2015

09h00 12h00 **SALLE 1 - Session Parallèle I: PNUD : « Investissement d'Impact »****Session technique & discussion**

- **Tomas Sales** – Conseiller Spécial, Unité Secteur Privé (AFIM), PNUD Centre de service régional pour l'Afrique
- **Priscilla Chimwele** – Analyste Programme - Unité Secteur Privé (AFIM), PNUD Centre de service régional pour l'Afrique
- **Refilwe Mokoena** – Senior Program Manager, Consultant PNUD, Afrique du Sud

09h00 **SALLE 2 - Session Parallèle II: Financement de l'Agriculture & de l'Agrobusiness**

Modérateur: Arthur Lévi – Membre du comité Exécutif EMRC, Belgique

- **Lina Keyter** – Directeur Général, Agri Academy, Afrique du Sud
- **Franziska Hollmann** – Directeur Corporates Afrique & Amérique Latine, DEG, Germany
- **Heike Ruttgers** – Responsable Portfolio Management & Policy Division ACP, BEI, Luxembourg
- **Nelly Elimbi** – Programme Manager, Symbiotics, Afrique du Sud
- **Comlan Jean Panti** - Directeur Général, FNM, Bénin

10h50 **Pause-Café**11h15 **SALLE 2 – Session parallèle III : Le financement des infrastructures et des projets énergétiques**

Modérateur: Arthur Lévi – Membre du comité Exécutif EMRC, Belgique

- **Michael Fischer** – Directeur Régional Bureau d'Afrique du Sud, DEG, Afrique du Sud
- **Andre Kruger** - AVID Programme Manager, Fondation NEPAD Business, Afrique du Sud
- **Paul Boynton** – CEO, Old Mutual Alternative Investments, Afrique du Sud
- **Vivek Dharni** – Project Manager for Business Development, Mota Engil, Afrique du Sud
- **Tali Levin** – Développement de projet d'impact, Milcom, Israël

12h45 **Déjeuner**14h00 **EMRC Concours de l'entrepreneuriat AFIF 2015****Présentation: G20 SME finance challenge**

- **Hourn Thy** – Responsable PME Finance Forum, SFI, USA

Concours de l'entrepreneuriat AFIF - Introduction:

- **Pierre Van Hedel** – DG, Fondation Rabobank, Pays-Bas
- **Idit Miller** – VP & DG, EMRC, Belgique

Concours de l'entrepreneuriat AFIF - Projet Pitching:

- **Adewumi Owolabi** – Directeur Général, Aerobic Integrated Concepts, Nigeria
- **Mary Cherop Maritim** – Directeur Général, Cherubet Company Ltd, Kenya
- **Wachira Kariuki** – Directeur Général, Classic Foods Ltd, Kenya
- **Lazaro Patrick Mwapiseli** – Directeur Général, Raphael Group Ltd, Tanzanie

15h15 **Pause-Café**15h45 18h45 **B2B – Rencontres d'affaires pré-organisées**19h45 **Gala Evening: Presentation of the Entrepreneurship Award 2015 Winner, in the presence of government officials, ambassadors, media & the business community.**

Jeudi, 26 novembre 2015

09h00 **Session plénière II – Financer le secteur de santé africain**

- Financer le secteur de santé africain : Une Introduction pour dynamiser l'environnement du secteur des investissements

- **Steven Adjei** – Partenaire Fondateur, BlueCloud Healthcare, Royaume Unis

Panel Discussion: Financer & Renforcer le secteur des soins de santé privé africain: Existe-il un rôle pour les investisseurs institutionnels et les multinationales

Modérateur: Felix Olale – Chairman & PDG, Wellness Group, USA

- Eric Soubeiga - Senior Investment Officer – Health and Education – SFI, Afrique du Sud
- Elaine Jones – Directrice Exécutive, Pfizer Ventures, USA
- Dorien Mulder – Product Development Manager, Fondation PharmAccess, Pays-Bas
- Patrick Osewe – Spécialiste santé, Afrique du Sud, Banque Mondiale, AS
- Shakir Merali – Manager Africa Health Fund, Abraaj Group, Kenya

10h30 **Pause-Café**10h45 **Le concours AFIF 2015 Pfizer**
Pitching Session par l'Innovation Hub:**Modérateurs:**

- **Les Funtleyder**, Consulting Partner, BlueCloud and Healthcare Investor
- **Tiroyaone S. Mampane** – Fondateur & Président, Boitekanelo Group, Botswana
- **Jérôme Koelewijn** – Membre du Conseil, Symbid, Pays-Bas

Pitching Session:

1. Markus Labuschagne - Altis Biologics, Afrique du Sud
2. Dean Hodgskiss - Look See Do, Afrique du Sud
3. Portia Mngomezulu - Portia M Skin Solutions, Afrique du Sud

11h50 **Présentation: Les opportunités & politiques d'investissement en Afrique du Sud**

- **George Hywel** – Directeur des investissements, Old Mutual Investment Group, Afrique du Sud

12h15 **Concours AFIF 2015 Pfizer**12h30 **Présentation: Les opportunités & politiques d'investissement en Afrique du Sud**

Introduction par : Idit Miller – VP & DG, EMRC, Belgique

- **Niki Kruger** – Directeur en Chef des politiques commerciales et Négociations, Ministère du Commerce, Afrique du Sud
- **Tim Harris** – PDG, WESGRO, Afrique du Sud

13h00 **PNUD - Déclaration de Cape Town sur les Investissements d'Impact**

- **Lebogang Motlana** – Directeur, PNUD Centre de service régional pour l'Afrique

13h15 **Fermeture Officielle de l'Africa Finance and Investment Forum 2015**13h30 **Déjeuner**

Mardi 24 novembre 2015

Ouverture officielle

Idit Miller, Vice Présidente & Administratrice déléguée, EMRC, Belgique

Idit Miller fut la première intervenante sur le podium. "C'est un grand honneur pour moi de vous souhaiter la bienvenue dans cette magnifique ville de Cape Town. Et c'est un plaisir encore plus grand d'ouvrir le tout premier Forum AFIF dans l'histoire d'EMRC à se tenir sur le sol africain. Je tiens à remercier nos sponsors et partenaires, y compris en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avec qui notre partenariat continue à s'approfondir. Nous tenons également à remercier la Banque européenne d'investissement, la DEG, la Fondation Rabobank, Afreximbank, le Groupe Old Mutual Investments, Pfizer, la Société islamique pour le développement du secteur privé, ainsi que la SFI (la branche secteur privé de la Banque mondiale), Bluecloud et Agri Academy".



Idit Miller

"Le Forum de cette année sera aussi l'occasion de marquer plusieurs nouvelles étapes: La première est que nous allons lancer le premier dialogue public-privé (PPD) sur l'investissement d'impact en Afrique. Le concept de l'investissement d'impact commence à se répandre: Il est fondé sur la notion que les investisseurs et les entreprises ne doivent pas se limiter à considérer leur rendements financiers, mais aussi tenir compte de l'impact social et environnemental de leurs activités sur les communautés locales", expliqua Miller.

"Nous aurons également une séance sur les soins de santé en Afrique, une autre première pour le Forum, que nous sommes fiers de co-organiser avec Pfizer et Bluecloud".

"Enfin, un autre jalon pour AFIF: Pour la première fois, nous allons remettre deux récompenses à des entrepreneurs méritants du continent. Comme beaucoup d'entre vous le savent, le prix de l'incubateur de projets EMRC-Rabobank devient une institution, et vise à récompenser des entrepreneurs jeunes et dynamiques du continent africain. Nous allons cette fois remettre aussi une récompense dans le domaine de la santé, parrainé par Pfizer, et qui sera annoncé lors de la clôture du Forum".

"Beaucoup d'entre nous sommes venus ici pour écouter et apprendre, mais aussi pour faire des affaires. L'équipe d'EMRC a travaillé d'arrache-pied pour s'assurer que vous, en tant que participants, tiriez le meilleur parti du Forum, et que vous repartiez avec des idées et des accords qui se traduiront rapidement en emplois, en valeur ajoutée et en croissance pour les communautés dans lesquelles vous travaillez".

"Sans plus tarder, je voudrais inviter le directeur du PNUD sur le podium. Je vous souhaite un Forum réussi et j'espère que vous mettrez les trois prochains jours de travail à profit", conclut-elle.

Lebogang Motlana, Directeur, Centre régional du PNUD pour l'Afrique, Ethiopie

Lebogang Motlana a commencé par souhaiter la bienvenue aux délégués: "Le Programme des Nations Unies est très heureux d'être un co-sponsor du Forum Africa Finance & Investment 2015. Comme vous le savez peut-être, le travail du PNUD est entièrement aligné avec la vision 2063 de l'Union africaine, qui met l'accent sur la transformation, la croissance, le dynamisme, le progrès et le partenariat. En outre, en tant qu'un des piliers du système des Nations Unies, le PNUD contribuera à la mise en œuvre des objectifs du développement durable visant à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète, et à assurer la prospérité pour tous".



Lebogang Motlana

Motlana a enchaîné sur le défi majeur du financement et la création d'un environnement propice à tous les niveaux pour assurer le développement durable. "La toute récente 3e conférence sur le financement du développement vient de se terminer à Addis Abeba. Il y a été souligné que l'investissement, l'innovation et l'activité des entreprises privées sont les principaux moteurs de la productivité, de la croissance économique inclusive et de la création d'emplois. Par conséquent, la conférence a appelé toutes les entreprises à faire preuve de créativité et d'innovation pour résoudre les défis du développement durable, et les a invités à participer comme partenaires à part entière du processus de développement, en investissant dans des domaines essentiels au développement durable, ainsi que le passage à un mode de production et de consommation plus durable".

"Aujourd'hui, le PNUD se joint à cet appel, et tient à souligner la contribution que les entreprises et les investisseurs peuvent apporter à un développement inclusif et durable".

Motlana a ensuite souligné l'importance cruciale de soutenir les PME et de répondre à leurs besoins financiers: "Le secteur des PME est souvent le plus grand pourvoyeur d'emplois. Il est souvent la seule source de revenus et d'emplois pour un grand nombre de gens, car les PME ont tendance à employer des travailleurs pauvres et à faible revenu. Si les PME sont bien intégrées dans les marchés, elles peuvent jouer un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté sur le continent et la croissance économique inclusive".

"Les entreprises peuvent être des partenaires à part entière dans le développement, et cela signifie qu'elles doivent innover en développant des modèles inclusifs, financièrement viables, tout en permettant aux communautés de bénéficier des activités de l'entreprise, notamment par l'intégration des PME dans les grandes chaînes d'approvisionnement, de distribution et de service", continua-t-il.

Motlana souligna l'importance des politiques ciblées en faveur des PME et le développement de modèles d'entreprise inclusifs, et s'est étendu sur la manière dont le PNUD a activement appuyé des stratégies innovantes du secteur privé en matière de développement, en mettant l'accent sur le lien entre la croissance inclusive, le développement de marchés inclusifs, ainsi que des outils financiers innovants: "Une de nos contributions les plus récentes, répondant spécifiquement au manque de modèles innovants de financement en Afrique, est notre publication toute récente d'un rapport intitulé "L'investissement d'impact en Afrique: tendances, contraintes et opportunités".

"L'investissement d'impact est une approche novatrice de déploiement de capital, visant des rendements sociaux, environnementaux et financiers. Cette catégorie d'investissement peut compléter les dépenses publiques et l'aide au développement, en attirant le capital et les compétences nécessaires pour réduire la vulnérabilité des économies africaines envers les chocs extérieurs. Cela permet aussi de fournir une solution financièrement viable pour répondre à des besoins socio-économiques, et de permettre à l'aide publique au développement et les dépenses publiques de répondre aux besoins sociaux pour lesquels il n'y a pas de solution viable sur une base commerciale".

“Travaillez avec nous, et faites en sorte que vos investissements soit mis au service de tous”

peuvent discuter, se mettre d'accord et faire le suivi des interventions concrètes pour dynamiser le secteur de l'investissement d'impact en Afrique, afin qu'il puisse contribuer davantage à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'UA et les objectifs du développement durable (ODD)".

"Alors que nous entamons ce dialogue avec vous ici aujourd'hui, nous présentons, pour la première fois, le rapport 2015 du PNUD sur les investissements d'impact en Afrique. Nous vous apportons également un plan d'action sur les investissements d'impact en Afrique, qui contribuera, nous l'espérons, avec votre soutien, à catalyser le soutien au développement du secteur de l'investissement d'impact de l'Afrique" poursuivit-il.

Motlana a ensuite encouragé les délégués à se joindre à ce dialogue: "La participation et l'orientation donnée par les acteurs clés dont vous faites partie est indispensable pour une bonne mise en œuvre", a-t-il souligné. "Bien que le rôle des gouvernements et des partenaires au développement soit essentiel au développement, ces acteurs ne peuvent atteindre seuls les résultats requis pour le développement durable de l'Afrique. Un partenariat pratique et ambitieux, comprenant le secteur privé, les investisseurs et les entrepreneurs sociaux, sera nécessaire".

"Travaillez avec nous, et faites en sorte que vos investissements soit mis au service de tous", conclut-il.



Carmelo Cocuzza, Directeur régional, Banque européenne d'investissement, Afrique australe

Carmelo Cocuzza, directeur régional de la Banque européenne d'investissement en Afrique australe, suivit avec un bref aperçu de la BEI. "La BEI a été créée en 1958. Elle est co-détenue par tous les Etats membres de l'UE, et son mandat est de financer les infrastructures et le développement du secteur privé. Nous sommes l'une des plus grandes institutions financières

internationales multilatérales. La majorité des prêts de la BEI va aux Etats membres de l'UE, mais 10% de son enveloppe annuelle de vise les Etats non-membres, dont un montant significatif vise le financement de projets qui contribuent à la croissance économique en Afrique. La BEI a également mis en place une enveloppe de 500 millions d'euros pour financer les projets à fort impact socio-économique, avec des profils de risque plus élevé dans la région ACP".

"Nos principaux outils de financement sont des crédits, des prises de participation en capital, des garanties et le financement par fonds de capital-risque. Nous soutenons le secteur privé à travers des banques commerciales, des institutions de microfinance, et en général, nous sommes intéressés à soutenir des projets avec des promoteurs solides et un impact socio-économique", conclut-il.

Khaled Al-Aboodi, CEO, Société Islamique pour le développement du secteur privé (ICD), Royaume d'Arabie Saoudite

Le dernier intervenant de la séance d'ouverture était Khaled Al-Aboodi, PDG de la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD). "Le continent africain présente de plus en plus d'opportunités. Nos activités à travers le continent continuent à prendre de l'ampleur: l'Afrique subsaharienne est devenue l'une de nos principales destinations d'investissement, avec plus de 25% du nombre des dossiers approuvés. Au cours des prochaines années, nous voulons renforcer notre empreinte africaine, utilisant les principes de la finance islamique comme pilier de notre approche de la finance. A ce jour, l'ICD cumule des actifs d'une valeur de 53 milliards de dollars dans 54 pays à travers le monde", a-t-il expliqué.



«Nos succès sont liés à l'utilisation des produits de la finance islamique. Les produits de la finance islamique connaissent une popularité grandissante depuis quelques années, y compris dans le contexte africain".

Événement PNUD – Commission de l’UA

Dialogue public-privé (PPD) sur l’investissement d’impact en Afrique

Ouvrir la route au développement du secteur de l’investissement en Afrique

Après la séance d’ouverture officielle, les participants au Forum se sont directement mis au travail, avec une séance de dialogue public-privé sur l’investissement d’impact en Afrique. La séance a été animée par Michael Sudarkasa, directeur général du Africa Business Group.

Modérateur: Michael Sudarkasa, Directeur, Africa Business Group, Afrique du Sud

“Nous avons des intervenants remarquables parmi nous aujourd’hui pour discuter de l’investissement d’impact. Mais avant de commencer, je voudrais résumer brièvement quelques étapes clés dans l’histoire de l’investissement d’impact. L’investissement d’impact est apparu comme un nouvel outil dans le financement du développement à l’échelle mondiale à partir de 2004. En 2009, le concept était suffisamment avancé pour que des normes communes commencent à émerger, à savoir les normes IRIS (Impact Reporting and Investment Standards). Une série de rapports, notamment par la banque d’investissement JP Morgan, prévoyait une croissance rapide des avoirs gérés sous forme d’investissements d’impact, estimant qu’ils atteindraient les 1.000 milliards de dollars d’ici à 2020. Il est cependant clair aujourd’hui que malgré cet engouement, nous n’en sommes pas encore là”, poursuivit Sudarkasa.

“En 2011, le bureau d’études Dalberg Consulting a réalisé la première étude régionale sur l’investissement d’impact en Afrique de l’Ouest, suivi d’un rapport continental écrit par le PNUD en 2015, intégrant la recherche et la mise à jour des connaissances”.

“Il nous faut désormais intensifier ces efforts et assurer que l’investissement d’impact ait un effet multiplicateur, et soit traduit en réalité sur le terrain. C’est tout l’objet de notre dialogue ici aujourd’hui”, expliqua Sudarkasa.

Pour tenter de répondre aux contraintes freinant la croissance du secteur de l’investissement d’impact en Afrique, il a été jugé nécessaire de soutenir la création d’un plan d’action pour l’investissement d’impact en Afrique, avec sept domaines clés que nos panélistes aborderont aujourd’hui, à savoir:

- Un organisme ou réseau de coordination responsable de la mise en œuvre du plan d’action, de la coordination des parties prenantes et du soutien au développement du secteur de l’investissement d’impact en Afrique;
- Un programme de sensibilisation et un plaidoyer en faveur de l’investissement d’impact en Afrique;
- Un solide portefeuille de sociétés susceptibles de faire l’objet d’un investissement d’impact viable, et en mesure de répondre aux besoins financiers, sociaux et / ou environnementaux;



- Un environnement politique et réglementaire favorable à l'investissement d'impact;
- La promotion de bonnes pratiques auprès des investisseurs d'impact expérimentés et qualifiés;
- Une infrastructure et des mécanismes appropriés permettant de faciliter les opérations d'investissement d'impact;
- Un consensus large sur l'adoption de normes et de mesures pour démontrer le rendement social et environnemental mesurable de l'impact.



Tomas Sales

Tomas Sales, conseiller spécial du secteur privé de l'unité AFIM, Centre régional du PNUD pour l'Afrique, Ethiopie

Tomas Sales a commencé par rappeler aux délégués ce que l'on entendait par investissement d'impact: "Il s'agit d'investissements effectués dans des entreprises et des organisations, ainsi que des fonds d'investissement, avec l'intention explicite de générer un impact social et environnemental mesurable en sus des rendements financiers».

"L'investissement d'impact se situe quelque part entre la philanthropie pure et l'investissement socialement responsable. Il évolue aussi dans un "écosystème" particulier, expliqua Sales: "Cet écosystème comprend des éléments tels que l'environnement réglementaire, l'information, et les institutions de soutien, par exemple".

"L'investissement d'impact est dopé par plusieurs facteurs. La crise de 2008-2009 a clairement démontré que le financement dit "traditionnel" n'a pas été en mesure de répondre aux grands besoins sociaux. Cela est valable aussi pour les solutions qui relèvent de la pure philanthropie. D'autres facteurs sont l'augmentation rapide de la croissance du PIB dans plusieurs marchés africains clés, et la réduction des flux d'aide publique au développement (APD).

Les principaux défis sont:

- Trouver des destinataires viables pour des investissements d'impact
- Le nombre limité de structures innovantes
- Les obstacles rencontrés par les investissements existants
- La disponibilité limitée de capitaux
- Des environnements réglementaires flous et peu adaptés

"Permettez-moi de conclure par un appel à l'action", enchaîna Sales : "Participez à la séance de travail de ce Forum, afin de discuter et échanger avec vos pairs, afin de vous accorder sur une coordination, et afin de participer à la rédaction de la déclaration finale. Les investisseurs d'impact ont un rôle clé à jouer, et c'est le moment de saisir l'occasion", conclut-il.

La session d'introduction a été suivie d'une table ronde animée par Michael Sudarkasa.

Table ronde

Pourquoi l'investissement d'impact importe-t-il aux institutions du développement? Pouvez-vous donner des exemples de mesures que votre institution a prises, ou compte prendre, pour appuyer la croissance de l'investissement d'impact en Afrique?

Lebogang Motlana, Directeur, Centre régional du PNUD pour l'Afrique, Ethiopie

Lebogang Motlana a commencé par souligner le potentiel de l'investissement d'impact pour contribuer aux objectifs du développement durable (ODD) et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Grâce aux investissements d'impact, le secteur privé (entreprises et investisseurs), peut générer des retours sur investissements positifs sur le plan social et environnemental en plus d'un retour financier.

Citant une étude des Nations Unies de 2015, Motlana ajouta que pour atteindre les ODD, "les pays en voie de développement devront augmenter les dépenses publiques et privées annuelles d'un montant de 1.300 milliards de dollars. Les pays à bas revenu, dont la majorité se situent en Afrique, devront mobiliser entre 342 et 355 milliards de dollars par an pour atteindre les ODD. Il est clair que ces pays ne pourront pas faire face à ce niveau de dépenses en puisant uniquement sur leurs ressources intérieures. Par conséquent, il y aura un manque de financement de l'ordre de 130 à 160 milliards de dollars pour la mise en oeuvre des ODD."

Motlana souligna ensuite que la disponibilité de financements directs de la part des bailleurs traditionnels aux institutions de développement tels que le PNUD s'amenuise de plus en plus. Il y a donc un besoin urgent d'identifier et de puiser des sources de financement innovatrices et non-traditionnelles pour faire face aux besoins de développement, ainsi que la mise en oeuvre des ODD en Afrique. Il convient d'explorer dans quelle mesure des partenariats sont possibles entre le secteur privé (qui dispose des ressources financières) et les institutions de développement (qui possèdent l'expertise en matière de développement). Des partenariats réunissant tous les acteurs, c'est à dire les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement, doivent être renforcés.



Lebogang Motlana

En concluant son intervention, Motlana nota que le rôle et le mandat du PNUD est de réunir les acteurs, tels que le secteur privé, les institutions de développement, les PME, les communautés locales et les entrepreneurs sociaux pour le développement d'un secteur d'investissement d'impact en Afrique. Dans ce cadre, le PNUD:

- A publié un rapport sur les "Tendances, Contraintes et Opportunités pour l'investissement d'impact en Afrique" et présenté ce rapport à l'AFIF 2015;
- A facilité le premier "Dialogue public-privé sur l'investissement d'impact en Afrique" avec pour objectif de d'accélérer l'engagement actif des acteurs clé afin de s'accorder sur une stratégie commune et des interventions concrètes (à travers un plan d'action sur l'investissement d'impact en Afrique) pour le développement du secteur en Afrique.

Le PNUD est pleinement engagé dans le processus, et continuera à appuyer le développement du secteur de l'investissement d'impact en Afrique.



Minister Diatourou Ndiaye



Carmelo Cocuzza

Les gouvernements ont un rôle unique à jouer. Dans l'expérience sénégalaise, existe-t-il des politiques-clé que le gouvernement peut mettre en oeuvre ? Comment le Sénégal a-t-il abordé la question des PPP (partenariats public-privés) en termes de politiques publiques?

Ministre Diatourou Ndiaye, Directeur de Cabinet du Premier Ministre, République du Sénégal

De notre point de vue, l'un des éléments clé est de mettre en place un environnement réglementaire et une infrastructure favorable. Au Sénégal, nous avons entamé ce processus il y a une décennie avec un cadre appelé BOT en 2004, revu en 2009-2011 et revu une nouvelle fois en 2015. Une agence nationale a spécifiquement été créée pour développer et mettre en œuvre les PPP. Un des meilleurs exemples récents dans ce cadre est la nouvelle autoroute reliant Dakar au futur aéroport Blaise Diagne. Comme vous le constatez, notre cadre pour les PPP est bien développé."

Quel est le rôle d'une institution de financement du développement, et comment la BEI peut-elle répondre aux besoins de l'Afrique?

Carmelo Cocuzza, Directeur régional pour l'Afrique australe, Banque Européenne d'investissement BEI, Afrique du Sud

"Du point de vue de la BEI, le principal angle d'approche en Afrique est le développement du secteur privé comme moyen de réduire la pauvreté et d'améliorer l'accès aux services financiers pour les personnes à bas revenus. Nous cherchons à cibler un certain nombre de secteurs prioritaires. Je vois le rôle de la BEI comme celui de facilitateur et de fournisseur d'un meilleur accès au capital pour le secteur privé. L'un des outils que nous utilisons dans ce cadre est celui des prêts par intermédiation et la prise de participation en capital, en passant par capital de risque et les fonds d'impact, qui ont connu un développement considérable au cours des dernières années".

"Nous soutenons également les PME et les institutions de microfinance, et nous prêtons directement des fonds destinés à l'investissement d'impact, en collaboration avec d'autres intermédiaires financiers".

"Nous devons travailler de concert avec d'autres IFD et réunir un certain nombre d'intervenants et d'intermédiaires au sein de l'écosystème d'innovation et de la finance d'impact. Il faut aussi répartir la charge de travail pour contribuer à la création de politiques appropriées d'une part, et au développement d'outils financiers adaptés aux investissements d'impact", conclut-il.

Quel rôle peuvent jouer les ONG lorsqu'il s'agit de mesurer l'impact ?

Ullrich Klins, Southern Africa Trust, Business for Development (B4D), Afrique du Sud

Le Southern Africa Trust a développé un cadre de référence spécifique pour évaluer les entreprises inclusives et mesurer leur impact. Bien entendu, ces outils peuvent être utilisés pour faire une évaluation d'impact. Nous travaillons avec les réseaux philanthropiques, mais aussi directement avec les entreprises concernées pour évaluer l'impact. Nous effectuons également des études de cas et de la recherche qualitative".

"Notre rôle clé est un rôle de facilitation, et nous travaillons avec tous les principaux acteurs dans ce sens: les gouvernements, le secteur privé et la société civile. Nous organisons régulièrement des ateliers et nous étudions de près des secteurs tels que le secteur agro-alimentaire, en regardant comment les petits producteurs peuvent être intégrés dans les chaînes de valeur. Nous sommes très impliqués dans le dialogue Public-Privé, mais aussi le développement des chaînes d'approvisionnement pour les micro-entreprises".

Comment parvient-on à combiner le retour sur investissement financier avec un impact social et environnemental, et comment peut-on s'assurer que l'investissement d'impact continue à croître?

Marc Van Wyk, Directeur, Infrastructure et portefeuille, Mergence, Afrique du Sud

"Du point de vue d'un praticien, et en tant que dépositaire d'épargne à long terme, l'impératif de préserver le capital, ainsi que d'assurer un retour sur investissement, est primordial. L'investissement d'impact est une excellente idée, mais le 'pipeline', autrement dit une masse critique de projets bancables et d'opportunités d'investissement, doit également être présente. Ici, en Afrique du Sud, l'impératif de combiner rentabilité financière avec impact social est déjà inscrit dans notre plan de développement national. Cet impératif est parfois décrit de manière générique dans certains secteurs, ou bien explicitement détaillé dans d'autres. Il faudrait davantage d'institutions et d'organisations d'appui, tels que les laboratoires d'innovation sociale, par exemple, pour nous aider à identifier, créer et développer un pipeline d'investissement. Il faut aussi davantage d'investisseurs prêts à prendre des risques, tels que les 'angel investors', c'est à dire des investisseurs providentiel prêts à investir pour démarrer de nouvelles entreprises. Enfin, je crois que pour les instruments tels que les émissions obligataires d'impact social, par exemple, ou les envois de fonds par des communautés émigrées, pourraient également être mobilisées dans une large mesure".



Ullrich Klins



Mark Van Wyk

Comment peut-on faire en sorte que l'écosystème soutienne des entités comme Siyafunda ?

Zakheni Ngubo, Senior Managing Partner, Siyafunda, Afrique du Sud

"Tout d'abord, il nous faut obtenir davantage de financement. Les entreprises sociales sont souvent focalisées sur la résolution d'un problème, mais ne sont pas, en règle générale, équipées pour démarcher les investisseurs".

"Les conditions et les exigences d'investissement constituent également un frein: Ils ne prennent tout simplement pas en compte les défis auxquels les entrepreneurs sont confrontés. Il nous faut développer nos capacités, et avoir plus d'incubateurs pour y parvenir".



Séance plénière I: Améliorer l'accès au financement pour les PME en Afrique

Partie 1: Solutions innovantes sur l'accès au financement en Afrique

Pierre Van Hedel, Directeur général, Fondation Rabobank, Pays-Bas

Pierre Van Hedel a commencé par une brève introduction du thème de la séance, à savoir



Pierre Van Hedel

les solutions innovantes sur l'accès au financement en Afrique. "Les origines de Rabobank remontent à plus d'un siècle aux Pays-Bas, et dès le début, nous avons spécifiquement pour mission de répondre aux besoins des agriculteurs. Cette perspective historique nous a donné au fil des ans une expertise unique sur les besoins du secteur agricole, qui, en Afrique représente encore près de 60% de l'emploi".

"Cependant, l'Afrique est aussi un continent en mouvement, et a déjà bien entamé une période de grands changements. D'ici quelques décennies, sa population sera passée d'un à deux milliards de personnes. L'impact économique et social de ce changement sera considérable".

"Rabobank est fermement ancrée en Afrique et continuera à accompagner le continent au cours des décennies à venir. Nous soutenons les coopératives d'épargne et de crédit, et nous fournissons également des dons, des prêts, ainsi que des garanties commerciales et financières. Nous fournissons une assistance technique à travers des experts locaux, des experts Rabobank, et des experts externes".

"Dans tout ce que nous faisons, la finalité est d'aider nourrir la planète. Mais il y a encore un grand écart entre l'offre des banques et les besoins des petits producteurs. C'est cela qui a conduit à la création du Fonds Rural Rabobank", conclut-il.

Tor Jansson, Principal Investment Officer, SFI – Banque mondiale, Afrique du Sud

«Pourquoi est-il si important de parler de solutions innovantes à l'accès au financement en Afrique?», demanda Jansson en guise d'introduction. "La réponse est simple: Selon une étude menée par McKinsey et la SFI, il existe environ 365 à 445 millions de micro, petites et moyennes entreprises (PME) dans les marchés émergents. Parmi elles, il y a 25 à 30 millions de PME dans le secteur formel, et entre 55 et 70 millions de microentreprises. Ces entreprises représentent entre 60 et 70% de l'emploi dans ces régions. Et pourtant, le déficit de financement actuel pour les PME est estimé à environ 2.000 milliards de dollars. Si nous pouvons combler cette lacune, nous pourrions apporter une contribution significative à la croissance", expliqua-t-il.



"La SFI soutient activement le secteur à travers diverses initiatives. Outre l'appui donné aux systèmes centralisés de garanties et aux bureaux de crédit, nous aidons les banques traditionnelles à étendre leur portefeuille de prêts aux PME. A ce jour, nous avons contribué 520 millions de dollars sous forme d'investissements et 30 millions de dollars sous forme d'un appui en conseil de gestion auprès de 27 banques dans 18 pays en Afrique sub-saharienne. Nous appuyons également l'expansion des banques spécialisées telles que Sasfin et la Mercantile Bank. La SFI est également l'actionnaire fondateur de 20 banques de microfinance à travers l'Afrique sub-saharienne".

"Nous appuyons des PME grâce à la microfinance, à commencer par de simples comptes courants, introduisant progressivement une gamme plus large de services comme le crédit. Les banques de microfinance ont des compétences inhérentes à leur fonction, y compris une très bonne connaissance de leurs clients et un meilleur accès aux populations à faible revenu. Bien sûr, ces institutions sont également confrontés à des défis, parmi lesquels l'hétérogénéité des PME, et une certaine distance qui existe parfois entre des agents de crédit souvent jeunes et inexpérimentés, et leurs clients plus âgés et plus sophistiqués".

«Nous fournissons un appui important aux institutions de microfinance, en les aidant à mettre en place des réseaux de distribution innovants. Dans ce cadre, la SFI collabore avec la Fondation MasterCard pour étendre les réseaux de 7 institutions de microfinance au Sénégal, à Madagascar, au Cameroun, en Tanzanie, en RDC et au Rwanda; et pour développer des réseaux hors agence, en équipant des agents indépendants avec des points de vente électroniques.

"Tout récemment, nous avons aidé une banque en RDC à établir un réseau de points d'accès en collaboration avec 500 agents à travers le pays", conclut Jansson.

Elaine Jones, Directrice générale, Pfizer Ventures, Etats-Unis

“Pfizer Ventures a été fondée en 2004, avec pour mission d’investir dans des domaines d’intérêt stratégiques pour Pfizer”, expliqua Jones.

“Pfizer Ventures cherche à rester à la pointe du progrès des sciences de la vie, et veut identifier et investir dans des sociétés émergentes qui développent des composantes et des technologies ayant le potentiel d’améliorer le pipeline de Pfizer et de façonner l’avenir de notre industrie”.

“Nous nous focalisons sur les domaines que Pfizer juge stratégiques, et nous investissons avec des partenaires qui partagent notre vision. Nous faisons exclusivement des investissements en capital, avec une perspective à très long terme, c’est à dire sept à neuf ans en moyenne. Nous avons des attentes claires de faire des plus values significatives en capital”, a expliqué Jones.

“Nous nous efforçons de détenir moins de 20% d’une société. Nous trouvons des opportunités par le biais de groupes internes, tels que notre unité de business development, ainsi que par le biais de notre réseau d’investisseurs et d’entrepreneurs. Notre seul investissement jusqu’à présent en Afrique a été initié par notre unité “marchés émergents” ici en Afrique du Sud. Pfizer Ventures soutient l’innovation dans les domaines médicaux et thérapeutiques, et nous cherchons à acquérir une expertise de marché et à élargir nos réseaux”.

“L’un des domaines pour lesquels nous avons un intérêt tout particulier particulier est celui des technologies mobiles de santé. Nous pouvons investir directement dans ce type d’entreprises à court et à moyen terme. Un des aspects les plus pertinents ici pour nous est la syndication: Nous n’investissons pas seuls, et nous sommes donc toujours à la recherche de partenaires potentiels” a-t-elle ajouté.

“Nous avons du mal à trouver des équipes expérimentées et des co-investisseurs dans les marchés émergents. Il est également essentiel d’avoir d’autres investisseurs sur le terrain pour un investissement local, ainsi que d’avoir accès à des conseils juridiques expérimentés. Ce cycle de préparation prend en général environ six mois: nous passons donc beaucoup de temps à évaluer le mérite d’un investissement. Notre prise de participation moyenne se situe entre 3 et 5 millions de dollars, souvent divisé en tranches, et tout nouveau décaissement est déclenché par des critères très clairs”.

Hendrik Jordaan, PDG, One Thousand & One Voices, Etats-Unis

Hendrik Jordaan, directeur général de One Thousand & One Voices (1K1V), suivit sur le podium. “One Thousand & One Voices est un fonds de capital-investissement privé, cherchant à combiner le capital investissement (private equity) avec le capital intellectuel, relationnel et le capital dit “patient” de familles aisées à travers le monde: On parle souvent de cette notion comme du “capital en trois dimensions”.

“Nous investissons dans des sociétés leaders dans certaines des régions et des industries les plus dynamiques d’Afrique sub-saharienne”, expliqua Jordaan. “Le gros de notre portefeuille peut être décrit comme du “capital patient”. Nous investissons généralement entre 10 et 40 millions de dollars par projet. A l’heure actuelle notre portefeuille total en Afrique est évalué à environ 300 millions de dollars”.

“Notre modèle d’investissement est de fournir du capital tridimensionnel à des entreprises



d’Afrique sub-saharienne qui ont démontré des caractéristiques de croissance solides. Nous nous intéressons surtout aux entreprises dont les revenus annuels sont supérieurs à 2 millions de dollars, des entreprises aux assises solides, qui sont leaders du marché et détiennent des avantages compétitifs durables. La création d’emplois et les considérations environnementales jouent aussi un rôle capital dans nos décisions, poursuivit-il.

“Sur le continent africain, les grands secteurs que nous ciblons sont l’agro-industrie, les biens de consommation, la logistique et la manufacture. Nous explorons également des opportunités dans les services financiers, les soins de santé, l’éducation et la technologie.

Les premiers pays que nous avons ciblés font partie des économies les plus dynamiques d’Afrique sub-saharienne, dont nous estimons que les perspectives économiques et politiques sont positives. Au cours de cette première étape, le gros de nos investissements seront ancrés en Afrique du Sud, au Kenya et au Nigéria”.

Jordaan a enchaîné avec un des exemples les plus récents d’investissements de 1K1V, à savoir RedSun Dried Fruit and Nuts, qui transforme des raisins de haute qualité dans la province du Cap Nord en Afrique du Sud. “Cet investissement est une première pour 1K1V dans le secteur de la transformation et de la distribution de la filière agro-industrielle. Nous prévoyons de doubler les effectifs actuels de RedSun, et de créer un nombre important d’emplois supplémentaires, ainsi que d’aider à positionner l’agro-industrie comme moteur du développement économique dans cette partie aride de l’Afrique du Sud”.

Kshama Fernandes, PDG, IFMR Capital, Inde

La dernière présentatrice de la séance était Kshama Fernandes d’IFMR Capital en Inde. IFMR Capital est une société de financement non bancaire de premier plan, qui fournit le lien crucial entre les marchés des capitaux d’emprunt et les initiateurs de qualité, pour parer aux besoins des consommateurs et des entreprises des marchés émergents. “Nous fournissons du financement à tous ceux qui sont mal desservis par les banques”, dit elle.

“Il y a tout un secteur qui nécessite un meilleur accès au financement. IFMR cherche à répondre à ce besoin. Notre mission est de veiller à ce que chaque individu et chaque entreprise dispose d’un accès complet à une gamme de services financiers”, précisa-t-elle.

“Actuellement, nous couvrons les classes d’actifs suivantes: Microfinance, financement de logements à bas coût, prêts aux petites entreprises, financement pour l’achat de véhicules, et financements destinés à la filière agricole. Jusqu’à présent, nous avons effectué plus de 300 transactions sur les marchés financiers avec 85 institutions financières, et levé 3 milliards de dollars pour les secteurs dans lesquels nous travaillons”.

“Nous bénéficions d’une expérience significative et nous nous basons sur des données très précises et fiables, ainsi que des processus de gestion de risque efficaces. Nous investissons notre propre capital dans les opérations que nous finançons, ce qui aligne nos intérêts avec ceux de nos clients. Notre taux de défaut de paiement avoisine le zéro. Nous offrons des rendements supérieurs, ajustés au risque, à notre clientèle composée d’investisseurs indiens et internationaux désireux de saisir des opportunités dans un marché en pleine croissance”, continua-t-elle.



“Nous avons une base de clientèle et un portefeuille de clients très variés, et nous n’avons pas perdu un seul dollar à ce jour”, affirma Fernandes. “Il existe un potentiel important pour améliorer l’accès au financement par crowdfunding (le financement participatif). C’est le reflet non seulement d’avancées technologiques mais aussi d’une évolution sociétale: Un nombre significatif de jeunes entre 25 et 35 ans veulent que leurs investissements soient alignés avec leurs valeurs. Il est grand temps d’ailleurs de changer la réflexion autour de la pauvreté, qui trop souvent réduit les pauvres à un profil risque élevé”, dit-elle.

Séance plénière I: Améliorer l’accès au financement pour les PME en Afrique

Partie 2: Promouvoir l’entrepreneuriat et renforcer les capacités des institutions financières et des entreprises



Khaled Al-Aboodi

Khaled Al-Aboodi, PDG, Société Islamique pour le développement du secteur privé, Royaume d’Arabie Saoudite

Khaled Al-Aboodi, PDG de la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), fut le premier à intervenir dans cette session, avec une présentation sur le rôle de l’ICD dans la promotion du financement des PME et de l’entrepreneuriat.

La société islamique pour le développement du secteur privé fait partie du groupe Groupe de la Banque islamique de développement (BID), une institution financière multilatérale de développement basée à Djeddah, en Arabie Saoudite. Elle a été établie en 1999,

avec une prise de participation de 47% par la Banque islamique de développement, de 44% par les pays membres de la BID, et de 9% par les institutions financières publiques.

“L’ICD est un acteur majeur dans le développement et la promotion du secteur privé comme vecteur de la croissance économique, du progrès social et de la prospérité dans ses pays membres”, expliqua Al-Aboodi. “Nos principaux objectifs stratégiques consistent à appuyer la croissance du secteur privé dans les pays membres par le biais de services de financement et de conseil, à développer les marchés de capitaux et de finance islamique, et à faciliter la croissance des PME”.

«Nous nous focalisons de plus en plus sur l’Afrique et l’Asie centrale, et les pays spécifiquement subsahariens offrant une forte croissance et les opportunités d’investissement. Nous développons donc notre expertise régionale dans toute la région”, poursuivit-il.

“Nous avons lancé un fonds d’assistance technique en Afrique de l’Ouest pour soutenir les entreprises privées en Afrique sub-saharienne, en les aidant à préparer des études de faisabilité bancaires, pour mener des analyses de capacités et fournir des recommandations pour améliorer leurs perspectives”.

“Les PME font face à des défis de financement très spécifiques. Grâce à notre vaste expérience en matière de programmes destinés aux PME, l’ICD peut proposer des solutions et des instruments de financement pour répondre aux besoins de financement des PME à tous les stades de leur développement: de la phase de démarrage à la phase de croissance et d’expansion. Nous offrons une large gamme de produits islamiques pour les PME qui peuvent être structurés à travers différents contrats tels que le murabahah (trading avec marge déclarée, ou contrats sur base de coût plus marge), le mudaraba (accords de partage des bénéfices), et le musharakah (participation au capital). Les contrats utilisés dépendront des objectifs,

des exigences réglementaires et de la dynamique du marché”.

“Les fonds typiques de capital risque ne veulent pas entendre parler des PME - et pour notre part, nous essayons d’y remédier par le biais de la finance islamique. La finance islamique mérite d’être beaucoup mieux comprise”, conclut Al-Aboodi.

Eric Kacou, Co-Fondateur et Administrateur délégué, ESparkers, Côte d’Ivoire

“Nous sommes probablement tous d’accord pour dire que l’Afrique a un potentiel. Mais la question clé est de savoir comment transformer ce potentiel en prospérité”, commença Kacou. “Nous savons qu’il y a un énorme besoin en Afrique de l’Ouest, en particulier en Afrique de l’Ouest francophone, pour de meilleurs services de développement des affaires, mais aussi pour des fonds de roulement et petites dépenses en capital”.

“ESparkers est une société de ‘Capital Intelligent’ proposant de l’expertise et du capital au service des entreprises mal desservies dans les pays africains. Nous croyons au rôle des entrepreneurs dans la création de la prospérité. Pourtant, les entrepreneurs en Afrique sont confrontés à un cercle vicieux qui maintient leurs entreprises sous-qualifiées, sous-capitalisées et vulnérables. Nous existons pour aider ces entrepreneurs à grandir”, expliqua Kacou.

Notre vision est de créer de la valeur grâce à l’esprit d’entreprise. Afin de réaliser cette vision, nous voulons déployer des capitaux intelligents, et la bonne combinaison d’expertise et d’investissements pour permettre la croissance des entrepreneurs à fort impact”.

“Nous faisons cela en appuyant des incubateurs et accélérateurs pour permettre le développement des entreprises naissantes. Nous travaillons directement avec les entreprises, donnant du conseil stratégique pour les aider à grandir. Nous facilitons la levée de capitaux en investissant directement dans des entreprises à fort impact”, ajouta-t-il.

“Nous nous considérons comme des pionniers dans les régions mal desservies de l’Afrique francophone et lusophone, ainsi que les États fragiles et les États en conflit. Nous cherchons à adapter des modèles de meilleures pratiques à nos marchés et tester des approches novatrices pour répondre aux besoins de nos clients”, conclut-il.

Jetro Chitereka, Directeur – Gestion des risques, Afreximbank, Egypte

Afreximbank est une institution financière panafricaine, créée en 1993, visant à stimuler l’expansion et la diversification économique, ainsi que le développement du commerce africain. “Nous avons été créés sous les auspices de la Banque africaine de développement (BAD) pour surmonter les difficultés rencontrées par les institutions financières africaines pendant la crise économique mondiale des années 1980, en réunissant les institutions financières africaines et internationales publiques et privées avec d’autres investisseurs, pour promouvoir et développer le financement du commerce africain grâce à des approches commerciales”.



Jetro Chitereka

Les principaux objectifs de Afreximbank sont de:

- Promouvoir le commerce intra-africain et extra-africain;
- Faciliter la mise en valeur des exportations primaires du continent, en particulier dans l’industrie minière;
- Promouvoir un meilleur accès au financement du commerce en Afrique, ainsi que faciliter la transparence et l’efficacité dans les marchés des matières premières en Afrique;
- Renforcer les capacités des Africains en matière de négociations commerciales internationales et de financement du commerce

Nos produits et initiatives sélectionnés comprennent:

Le programme intra-africain pour la facilitation du commerce (INTRAFAF), qui vise à promouvoir le commerce, la coopération économique et l’intégration régionale sur le continent africain;

Le programme CONTOUR, Relay, qui vise à soutenir le développement de l’infrastructure touristique en finançant la construction d’hôtels de première classe à travers le continent;

Le programme Export Development Finance (EDP), à travers lequel Afreximbank exploite certaines possibilités d’accès aux marchés bilatéraux et multilatéraux comme l’African Growth and Opportunity Act (AGOA), les Accords entre les pays ACP et l’UE, et des initiatives similaires entre l’Inde et l’Afrique et la Chine et l’Afrique

Le Programme Spécial Risque, qui comprend une garantie du risque pays comme un mécanisme de garantie des investissements;

L’initiative Afrique Cacao (Africoin), qui fait partie du programme de développement des entreprises de la Banque pour accélérer l’industrialisation du continent.

“Nous collaborons très étroitement avec les banques centrales africaines, ainsi qu’avec les gouvernements africains pour stimuler le commerce intra-africain. Nous travaillons également avec les institutions financières internationales, les agences de crédit à l’exportation et les institutions de financement du développement, en utilisant des syndications pour répartir les risques et tirer parti du commerce international et du financement de projets dans le continent. Au cours des dernières années, le total des prêts syndiqués mis en place ou co-organisés par la Banque se sont élevées à environ 30 milliards de dollars”.

Quelques une des transactions récentes d’Afreximbank en guise d’exemple:

- Un programme 500 millions de dollars pour stimuler le commerce extérieur de l’Egypte;
- Une ligne de crédit de 35 millions d’euros en Côte d’Ivoire pour faciliter l’achat de fèves de cacao destinées à l’exportation;
- Une ligne de crédit de 300 millions de dollars pour appuyer le secteur agro-alimentaire au Gabon;
- Une ligne de crédit de 663 millions de dollars au Nigéria pour l’acquisition d’un contrat de leasing dans le secteur pétrolier;
- Un crédit renouvelable de 50 millions de dollars pour des producteurs d’engrais en Zambie.



Paul Malherbe

Paul Malherbe, PDG, AMSCO, Afrique du Sud

Paul Malherbe, de AMSCO, suivit sur le podium. "L'enthousiasme suscité par le dynamisme économique de l'Afrique repose indéniablement sur une réalité. Mais nous devons aussi tenir compte des limites de ce discours: Dans les États fragiles et les pays à faible revenu notamment, le manque d'accès à l'électricité et le manque d'accès au financement continuent à freiner la croissance. Dans les pays à revenu intermédiaire, ce sont les pénuries de compétences et la réglementation du travail qui posent problème", expliqua-t-il.

"Permettez-moi de vous donner trois chiffres clés:

- Le déficit de financement pour le secteur privé en Afrique est estimé à 100 milliards de dollars
- Les flux d'investissement vers l'Afrique en 2014 ont atteint 285 milliards de dollars
- Les pertes subies par l'Afrique sous forme de fuite de capitaux et de vol s'élèvent à 548 milliards de dollars".

"Comme vous pouvez vous le constater par vous-mêmes, les flux d'investissement que nous recevons sur le continent sont loin de couvrir ce que nous perdons sous forme de fuite de capitaux", poursuivit Malherbe.

Malherbe continua à titiller son public avec des déclarations provocantes. "Les business models (plans d'affaires) sont un gaspillage de papier - même quand ils sont bons, les banques n'ont pas, dans la majorité des cas, les compétences et l'expertise nécessaire pour les traiter et les interpréter".

"Qu'y a-t-il lieu de faire, me diriez vous? Je ne crois pas nécessairement qu'éduquer les jeunes suffira. Il n'y a tout simplement pas assez d'emplois pour les occuper. Et d'ici à 2025, 49% de l'enseignement supérieur universitaire sera obsolète avant même que les étudiants ne soient diplômés. Il nous faut réfléchir bien davantage sur l'entrepreneuriat des jeunes".

"Que fait donc AMSCO dans ce contexte? Nous fournissons des solutions intégrées de capital humain pour appuyer la croissance des entreprises, des communautés et de la société dans 29 pays à travers le continent africain".

"Nous plaçons des experts internationaux et régionaux dans des postes de direction; nous développons des programmes de formation et de coordination; nous recrutons des experts internationaux et des gestionnaires de qualité, aussi bien locaux qu'issus de la diaspora; et nous mettons en œuvre des projets gouvernementaux financés par des bailleurs avec les partenaires de développement", expliqua Malherbe.

"Nos principaux secteurs d'intervention sont l'agriculture et l'agro-industrie, l'inclusion financière, les entreprises inclusives et les États fragiles. Nous utilisons la technologie, et nous développons des compétences plus larges pour combler les lacunes de gestion, atténuer les risques et améliorer les opérations".

"Une gestion compétente change le destin d'une entreprise", poursuivit-il. "Notre expérience montre que les entreprises bien gérées attirent un meilleur financement, et dépassent leurs homologues par un facteur de trois contre un en termes de profit. Il est temps aussi d'avoir bien plus de femmes à des postes de direction et dans les conseils d'administration des entreprises. Nous ne pouvons pas faire progresser le continent si la moitié de la population demeure exclue", conclut-il.

Allon Raiz, Fondateur et PDG de Raizcorp, Afrique du Sud



Allon Raiz

Allon Raiz, fondateur de Raizcorp, clôtura la session. "Je dois vous faire un aveu", commença-t-il. "Je suis un imposteur – en fait je ne connais rien à rien sur la finance. Je suis ici pour vous parler de tout autre chose, à savoir comment permettre à des entrepreneurs sur le continent africain d'améliorer leurs conditions de vie".

"Je partage d'ailleurs l'avis de Paul Malherbe sur la grande mode des business plans. De mon point de vue, l'intérêt des business plans est particulièrement limité. Ils se ressemblent tous, et ont tous le même taux d'échec. Permettez-moi de partager une histoire personnelle avec vous: A l'âge de 23 ans, je vivais dans les rues de Durban, ici en Afrique du Sud. Finalement, je réussis à obtenir un emploi et j'ai lancé un journal. J'ai rencontré un milliardaire qui m'a dit qu'il m'aiderait avec tout ce que j'entreprenais. J'ai commencé une entreprise de restauration, mais j'ai lamentablement échoué au bout de 6 mois. Gêné et abattu, j'osais à peine faire face à mon bienfaiteur. C'est alors que quelque chose d'incroyable arriva: Le milliardaire me convoqua et me dit que ce n'était pas

mon entreprise, mais moi qu'il souhaitait appuyer; et qu'en lieu d'argent, il m'aiderait avec ressources humaines".

"Cette anecdote est devenue l'histoire fondatrice de Raizcorp. Nous ne nous attardons pas sur les business plans, nous recherchons des entrepreneurs. Nous avons créé un modèle unique d'incubation qui a acquis une notoriété mondiale. Aujourd'hui, nous avons un staff de 130 personnes et huit incubateurs d'entreprises en Afrique du Sud et en Angola, avec plus de 500 entreprises à notre inventaire".

"Nous avons développé des processus de sélection rigoureux pour nos différents programmes, parce que nous estimons que la qualité l'emporte sur la quantité, et que la sélection d'un plus petit nombre de bénéficiaires de qualité peut au bout du compte se traduire par un impact local plus fort. Nous devons changer notre manière de voir la problématique de la qualité contre la quantité, car nous risquons de nous fourvoyer en nous épuisant à vouloir créer à tout prix le prochain Starbucks. Même chercher à créer une grande entreprise n'est en soi pas une mauvaise idée, l'obsession de la taille peut nous faire rater l'occasion de créer beaucoup de petites entreprises qui emploient chacune une vingtaine de personnes un peu partout", expliqua-t-il.

"Nous avons conçu nos programmes de manière à réduire progressivement le niveau de dépendance des bénéficiaires. Dans ce contexte, nous préférons, en termes de méthodologie, orienter les bénéficiaires plutôt que de les assister à travers le mentorat. Le mentorat consiste à dire aux bénéficiaires ce qu'ils ont lieu de faire, tandis que l'orientation consiste à aider les entrepreneurs à identifier les choix auxquels ils sont confrontés et mesurer leurs conséquences, ce qui responsabilise les entrepreneurs et leur permet de mettre en œuvre eux-mêmes leurs décisions", expliqua Raiz.

"Tous nos programmes sont conçus avec un objectif de viabilité à long terme. Cela signifie aussi que nous évitons de chercher à tous prix des résultats immédiats, parce que trop souvent, des gains rapides se traduisent en fin de compte par moins de viabilité sur le long terme. En effet, si l'entreprise finit par échouer et que l'entrepreneur devient chômeur parce qu'on a voulu aller trop vite, les efforts auront été vains. Souvent dans de tels cas, l'entrepreneur perd confiance, et le résultat net pour l'écosystème local est négatif".

Nous apportons les éléments suivants à nos clients:

- L'accès aux infrastructures
- Un soutien logistique et de back office (comptabilité, administration ...)
- L'apprentissage entrepreneurial
- L'orientation (avec 5 types de guides)
- L'accès aux marchés
- L'accès au financement
- L'accès aux spécialistes
- La «magie Raizcorp»

L'un des aspects critiques de tout incubateur est qu'ils favorisent la résilience: Compte tenu du fait que 96% des entreprises ne survivent au delà de 10 ans, travailler dans un environnement d'équipe avec d'autres crée une solidarité naturelle entre entrepreneurs", expliqua Allon.

"En guise de conclusion, je dirais ceci: Les conversations sur le thème de l'entrepreneuriat en Afrique sont trop souvent centrées sur de faux problèmes. Par exemple, j'entends très souvent que le manque de financement est le principal défi. Mais cela ne suffit pas de dire

que "les banques ne veulent pas me financer". Un entrepreneur doit proposer un produit ou service pour lequel il y a une demande de la part des consommateurs. En fait, les entrepreneurs ont besoin de deux choses avant tout: Leur modèle doit être financièrement viable, et ils doivent être mentalement convaincus de leur propre capacité à réussir".

Mercredi 25 Novembre 2015

Jour II, Mercredi, 25 novembre 2015

La session extraordinaire sur le renforcement de l'écosystème pour l'investissement d'impact en Afrique fait suite à la séance plénière de la veille, et avait pour objectif de discuter du projet d'investissement d'impact dans le Plan d'action pour l'Afrique.

Il a également été question du contenu d'une déclaration complémentaire au plan d'action.

Facilitateurs:

- **Tomas Sales, Conseiller spécial, Unité du secteur privé AFIM, PNUD**
- **Priscilla Sani Chimwele, Analyste programme, Unité du secteur privé AFIM, PNUD**
- **Michael Sudarkasa, Consultant PNUD**
- **Refilwe Mokoena, Consultante PNUD**

Tomas Sales a ouvert la séance avec une présentation du plan d'action. "La séance d'aujourd'hui est le résultat d'un processus de consultation de 2 ans, qui comprenait les investisseurs, les entrepreneurs sociaux et d'autres acteurs clés". Les différentes composantes du plan d'action ont été présentées en détail, et les réactions et commentaires des délégués ont été recueillies.

Les délégués ont été répartis sur plusieurs groupes de travail, autour des thèmes suivants du plan d'action:

- Groupe de travail sur le réseau de l'investissement d'impact - Création d'un organe pour activer le plan d'action
- Groupe de travail sur le renforcement du "pipeline" d'investissements d'impact viables
- Groupe de travail sur la création d'un cadre réglementaire et d'un environnement favorable
- Groupe de travail sur le renforcement de l'expertise et des pratiques des investisseurs d'impact
- Groupe de travail sur le renforcement des techniques pour mesurer l'impact



Chacun des groupes de travail a ensuite examiné les questions suivantes relatives au thème du groupe:

- Quelles activités proposées pour ce thème doivent-elles être renforcées, et comment ?
- Quelles activités clés sont absentes du plan d'action?
- Quelles institutions doivent prendre les devants dans la mise en œuvre de ces activités?
- Qui travaille déjà dans la région, et quelles ressources pourriez vous lui apporter?
- Quels sont les indicateurs appropriés pour une mise en œuvre efficace de ces activités?

L'objectif des discussions était de générer des idées sur la façon d'améliorer le plan d'action et de susciter un engagement concret des délégués sur des activités spécifiques.

Quelques observations des délégués:

"Il faut relier ce processus avec ce qui se passe à l'échelle mondiale. Nous sommes trop focalisés sur ce qui se passe uniquement sur le continent africain. Il y a beaucoup d'initiatives qui se déroulent ailleurs, parfois à l'échelle de la planète, et qui s'appliquent tout autant à notre continent"

"Les institutions de financement du développement doit être impliquées de manière bien plus systématique dans cette discussion: Plus de 50% du capital pour l'investissement d'impact provient de ces institutions".

"Evitons de vouloir à tout prix mettre des étiquettes sur les choses, comme par exemple celle d'entreprise sociale. Il y a de nombreux acteurs autour des questions que nous débattons et c'est cela qui va déterminer la manière dont nous allons définir les concepts".

"Un véritable débat est nécessaire autour des concepts. Certaines entreprises sociales qui pourraient bénéficier d'investissements d'impact préfèrent éviter d'être définies comme telles. En Inde, ils se considèrent tout simplement comme entrepreneurs. Dans certains endroits, tels que le Kenya par exemple, le label est considéré comme un concept totalement étranger et donc parfois considéré comme moins crédible".

"Soyons très précis sur des sujets comme les politiques à mettre en œuvre. Parler des d'allégements fiscaux et d'autres politiques génériques ne suffit pas, nous devons être bien plus spécifiques".



GRUPE DE TRAVAIL 1:

Réseau de l'investissement d'impact/ **Création d'un organe pour activer le plan d'action**

- Il a été suggéré que l'on fasse, en principe, usage d'institutions préexistantes plutôt que de créer des entités entièrement nouvelles. Des organisations telles que l'UA (Union africaine) et la BAD (Banque africaine de développement) pourraient être les principales ressources dans ce cadre. L'une ou l'autre de ces entités peuvent servir, au moins dans un premier temps, comme institution "d'ancrage" pour encourager l'investissement d'impact. Les prochaines conférences et événements au début de 2016 (notamment les prochains sommet des chefs d'Etat africains à Addis Abeba) pourraient fournir une occasion idéale pour prendre contact avec la BAD et cimenter cette initiative au sein de l'UA.
- Il a également été recommandé de faire usage des réseaux régionaux comme points d'entrée utiles pour assurer une approche inclusive. Il serait utile aussi d'examiner les meilleures pratiques dans le reste du monde et de créer des liens au delà du continent. Un groupe de travail pourrait conduire ce processus.
- Une demande spéciale du PNUD était de créer une série télévisée sur l'investissement d'impact sur le continent. Le PNUD et Bloomberg collaboreraient dans ce sens, de manière à accroître la visibilité du concept et de ses résultats à travers le continent.
- Le délai proposé est d'avoir un réseau ou organe mis en place d'ici la fin décembre 2016

GRUPE DE TRAVAIL 2:

Renforcement du "pipeline" d'investissements d'impact viables

- Etant donné que les entrepreneurs et leurs entreprises ont des besoins très différents à chaque étape de leur développement, le groupe a souligné l'importance de veiller à ce que les services d'appui au développement des entreprises soient facilement disponibles et adaptés pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises. Il y a actuellement un écart important entre la disponibilité des services et les besoins des entreprises, en particulier au cours des premiers stades de développement.
- Il a également été recommandé que le secteur de l'investissement d'impact doit envisager l'établissement de normes pour les incubateurs de qualité. Cela comprend la définition d'un ensemble de normes par rapport auxquelles les performances des incubateurs pourraient être mesurés, et le renforcement des capacités des incubateurs pour répondre à ces normes. Cela peut par exemple passer par la fourniture d'une assistance technique. Enfin, il a également été recommandé qu'un organisme de certification soit mis en place pour surveiller et évaluer la qualité de ces incubateurs.
- Il est impératif de faire appel au corps de recherche qui existe déjà, notamment en matière de cartographie de l'écosystème des entreprises sociales et des incubateurs sur le continent. A l'avenir, des analyses au niveau du pays seront nécessaires.
- Plusieurs des institutions présentes à la session de travail se sont portées volontaires pour contribuer à cette partie du plan d'action: Il s'agit d'Intelicap, le Impact Hub, le Soros Economic Development Fund et Dream Ventures. D'autres institutions clés ont été recommandées pour participer à activités, notamment le réseau Aspen (ANDE – Aspen Network for Development) qui sert déjà en partie de réseau aux incubateurs.
- Les indicateurs proposés pour mesurer la performance pour cette partie du plan d'action sont: le nombre d'entreprises; le nombre d'incubateurs viables; et le nombre d'organismes régionaux qui adoptent les pratiques ci-dessus.

GRUPE DE TRAVAIL 3:

Création d'un cadre réglementaire et d'un environnement favorable

- Comme principe directeur, il a été suggéré que les efforts visant à développer un environnement réglementaire et politique propice aux investissements d'impact devraient se fonder sur le rapport actuel du PNUD. Cette approche permettrait de renforcer l'analyse de rentabilité des investissements d'impact. Des études de cas (y compris des données statistiques pour informer l'élaboration des politiques, par exemple qu'une intervention x permettrait de débloquer des montants y de capital) devraient cibler les responsables et les décideurs gouvernementaux concernés. La suggestion initiale était d'utiliser le corps de recherche de la COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe) comme source d'information potentielle pour des études pays.
- Ce processus d'engagement comprendrait alors la sensibilisation, l'éducation et "lignes directrices" claires sur le rôle, les délais et les moyens d'intervention dont devraient idéalement disposer les gouvernements. Toutes les mesures convenues dans ce plan d'action seraient alors intégrées dans les politiques et stratégies qui existent par exemple régional - tels que la stratégie d'industrialisation de la SADC.
- Alors que l'organe de coordination pour l'investissement d'impact ciblerait des ministères spécifiques, et les principaux défenseurs du concept, il a été suggéré qu'il serait important de continuer à encourager et à soutenir les efforts existants des gouvernements pour améliorer les environnements commerciaux au sens large du terme, pour inclure par exemple le besoin spécifique d'un secteur financier fonctionnel.
- Il a été suggéré d'inclure des exemples de mécanismes spécifiques dans le plan d'action, comme les incitations fiscales, les dépenses d'infrastructure, le capital catalytique, les assurances-vie parvenues à maturité mais jamais déboursées, les fonds de pension et les entreprises publiques (avec des fonds de pension) qui pourraient encourager l'investissement d'impact. Il convient aussi de préciser dans le plan d'action que les champions du concept qui doivent développer des politiques favorables doivent se trouver au niveau du ministère des finances ou l'équivalent.
- En parallèle, des efforts devraient être encouragés pour débloquer des capitaux au niveau local, permettant ainsi de réduire les exigences relatives à l'investissement d'impact - tels que la réforme agraire à l'étude dans certains pays, permettant d'emprunter des capitaux avec mise en gage de terrains.
- Les indicateurs suggérés pour mesurer la performance dans cette partie du plan d'action devraient tenir compte des activités de plaidoyer du réseau d'investissement d'impact ou de l'organe de coordination proposé. À long terme, ces indicateurs seraient fondés sur les résultats des politiques, interventions, etc. À court terme (les 5 prochaines années) les indicateurs devraient se concentrer sur les changements de politique.
- Les délégués présents à la session de travail qui se sont portés volontaires pour contribuer à cette partie du plan d'action sont: GreaterCapital, COMESA et le Bertha Centre for Social Innovation & Entrepreneurship. Les autres contributeurs recommandés sont: Trademark, Open Capital, Dalberg, Intelicap et Equity Bank.



GROUPE DE TRAVAIL 4:

Renforcement des techniques pour mesurer l'impact

- Les discussions ont révélé qu'il existe un certain nombre d'institutions et d'organisations qui peuvent être utilisées pour améliorer les compétences et les connaissances des investisseurs d'impact:
 - La formation GIIN en gestion de fonds, qui offre une formation spécialisée d'investissement d'impact pour les gestionnaires de fonds par une série de modules permettant aux gestionnaires de fonds d'acquérir des compétences pour attirer, investir et gérer des fonds avec succès
 - Le programme ANDE de formation pour les gestionnaires d'actifs;
 - Le module de la Banque mondiale portant sur le "financement pour le développement" (proposé par Coursera);
 - L'école de commerce de l'Université de Cape Town (GSB), qui propose un cours de formation sur l'investissement d'impact destiné aux gestionnaires de fonds;
 - Les universités et les écoles de commerce à travers le continent peuvent être encouragées à développer et à offrir de tels cours de gestion de fonds dans le cadre de leurs programmes de MBA
- Au-delà des cours et des formations, il a été suggéré qu'une assistance technique soit mise à disposition des gestionnaires de fonds investissant pour la première fois selon les règles d'investissement d'impact
- Un besoin a été identifié pour développer les connaissances et les données du marché à travers une recherche ciblée. Par exemple, les discussions ont mis en évidence que le secteur de l'investissement d'impact était fortement focalisé sur l'offre et sur le continent africain, comme le montre les études régionales sur l'investissement d'impact commandées par le GIIN (Réseau Global pour l'investissement d'impact). Par conséquent il y a des lacunes sur la demande d'investissement d'impact au niveau des pays; ainsi que sur la disponibilité et le niveau de l'incubation et d'autres services de développement des entreprises.
- Il a été recommandé que la recherche soit menée pour profiler et comprendre les modèles disponibles, les structures et les instruments qui sont actuellement utilisés dans le cadre de l'investissement d'impact. Cela comprend une analyse de leurs performances relatives, afin de distinguer ce qui fonctionne de ce qui ne fonctionne pas, et les raisons de ces performances.
- Des plateformes boursières devraient être examinées attentivement avec un accent particulier sur le renforcement des capacités et des efforts pour préparer les entreprises à être cotées sur ces plateformes. Il faudrait envisager des exemples de plates-formes existantes, telles que la plateforme d'impact de la Bourse de Maurice.
- Les délégués présents à la session de travail qui se sont portés volontaires pour contribuer à cette partie du plan d'action sont: le Bertha Centre for Social Innovation & Entrepreneurship, la Banque européenne d'investissement, et Global Alliance for Improved Nutrition. D'autres institutions pourraient être AMSCO (African Management Services Company), et des institutions de financement du développement, ainsi que les fondations Rockefeller et Mastercard.

GROUPE DE TRAVAIL 5:

Renforcement des techniques pour mesurer l'impact

- La discussion a porté sur les principaux domaines devant être clarifiés, y compris l'inventaire des outils de mesure et des pratiques existantes s'appliquant à l'investissement d'impact; la coordination des efforts entrepris pour mesurer et rendre compte de l'impact, et la transparence des résultats et des approches utilisées.
- Il a également été souligné que la mesure de l'impact environnemental méritait plus d'attention.
- Dans un premier temps, les principales parties prenantes impliquées dans la mesure d'impact, comme le GIIN (Global Impact Investment Network), le WBCSD (World Business Council for Sustainable Development), Abraaj Group, le professeur Ted London, Intelicap et GIIRS (Global Impact Investment Reporting Standards) ont été identifiés comme les principaux acteurs de mesure d'impact; et devaient être inclus dans les efforts du plan d'action.
- Il a été suggéré qu'à la suite à cet inventaire initial, un effort de standardisation sera nécessaire pour normaliser la mesure d'impact, et envisager une simplification des outils de mesure pour chaque secteur. Il a également été noté que les entreprises sociales devraient contribuer à l'élaboration d'outils de mesure, et partager leur expérience des meilleures pratiques existantes. Il a également été suggéré que les besoins et les priorités des gouvernements soient intégrés dans ces normes.
- La discussion s'est également penchée la question de savoir si l'outil d'évaluation d'impact le plus pertinent et utile serait un outil général, ou bien au contraire spécifique à un secteur en particulier. La discussion a conclu que les deux approches avaient leur rôle à jouer et que davantage d'intervenants devraient être inclus dans la mise en œuvre du plan d'action à mesure qu'il progresse.
- Le manque de données et d'informations sur l'état des lieux en matière de mesure d'impact a été identifié comme un problème grave. Il a été suggéré qu'un pilote impliquant 20 entreprises soit mené, afin de comprendre et de documenter les pratiques en matière de mesure d'impact, et de recueillir des données pertinentes. Ce projet pilote sera dirigé par les experts identifiés ou tout au moins conseillé par ceux-ci.
- Chaque groupe de travail a présenté les commentaires ci-dessus aux autres groupes lors d'une séance plénière. Le projet de Déclaration du Cap sur l'investissement d'impact a été partagé en vue de recueillir des avis et des commentaires sur son contenu de la part des délégués.
- La déclaration finale a ensuite été ratifiée lors de la cérémonie de clôture AFIF 2015.



Chaque groupe a présenté ses commentaires ci-dessus au groupe supervisant la session plénière. Le projet de Déclaration du Cap sur l'Impact de l'investissement a été partagé et à la suite de ces présentations et des commentaires sur son contenu par les participants. La Déclaration finale a ensuite été ratifiée au cours la cérémonie de clôture AFIF 2015.

Séance parallèle II: Le financement du secteur agricole et du secteur de l'agribusiness

Lina Keyter, Directrice Générale, Agri Academy, Afrique du Sud

Il revint à Lina Keyter d'inaugurer cette séance parallèle, avec une présentation sur le financement de l'agriculture et l'agro-industrie. "L'Agri Academy est une société sans but lucratif (la version sud-africaine d'une entreprise sociale) active dans la formation, le renforcement des capacités et le développement de centres agricoles, ainsi que la création de réseaux commerciaux pour les petits exploitants du secteur agricole. Nous existons depuis 15 ans et nous avons établi des partenariats locaux et internationaux. L'Agri Academy est la voix des petits exploitants agricoles", expliqua-t-elle.

Keyter a suivi par un exposé sur l'impact d'Agri Academy à travers un certain nombre d'exemples d'agriculteurs dans différentes provinces sud-africaines.

"L'un des principes clés de notre approche est la méthode du 'cluster', c'est à dire du regroupement d'activités de plusieurs fermes en pôles agricoles, afin de créer des synergies et des économies d'échelle. Cela permet de réduire les coûts de transaction et contribue à la viabilité des exploitations".

Keyter a ensuite fourni un certain nombre d'exemples de pôles agricoles développés par Agri Academy au cours de la dernière décennie:



Lina Keyter

- Le pôle apicole de Friemersheim à Mossel Bay dans la province du Cap Occidental
- Un pôle d'élevage de volailles dans la province du Free State
- Le pôle agricole Grasp dans la province du Limpopo
- Le pôle agricole de Fairhills à Rawsonville dans la province du Cap Occidental
- Le pôle agricole d'Ericaville à Plettenberg Bay dans la province du Cap Occidental
- Le pôle agricole de Forrest dans la province du Mpumalanga.

«Notre objectif stratégique est de créer systématiquement un impact économique positif, de favoriser l'apprentissage en continu, et de donner la possibilité à des entrepreneurs agricoles émergents d'acquérir une expérience commerciale grâce à des stages», conclut elle.

Franziska Hollmann, Directrice pour les grandes entreprises, Afrique et Amérique Latine, DEG, Allemagne



Franziska Hollmann

Franziska Hollmann, de la DEG (Banque de développement d'Allemagne) a commencé par un tour d'horizon des activités de la DEG. "La DEG encourage les initiatives entrepreneuriales dans les pays en voie de développement et les pays émergents, parce qu'elles contribuent à une croissance économique durable et à l'amélioration des conditions de vie des populations. A cette fin, la DEG propose des financements à long terme et fournit des services de conseil aux entreprises privées qui investissent dans ces pays".

"Nous investissons dans tous les secteurs, y compris le secteur de l'agro-industrie. La DEG utilise presque exclusivement ses fonds propres plutôt que des fonds provenant du budget du gouvernement fédéral allemand. Nous portons une attention particulière à ce que nos investissements génèrent des impacts positifs sur le développement dans nos pays partenaires. La DEG contribue ainsi à la réalisation des objectifs du développement durable, qui sont un engagement commun des pays industrialisés et des pays en voie de développement pour lutter contre la pauvreté".

"La DEG a développé une expertise reconnue dans le secteur agro-alimentaire au cours des 50 dernières années. Nous sommes convaincus que l'investissement privé dans le secteur agro-alimentaire joue un rôle crucial en matière de développement, en particulier lorsque les ressources locales et les chaînes de valeur peuvent être développées".

"Nous investissons dans les entreprises agro-industrielles qui cultivent et transforment des produits agricoles pour les marchés nationaux ou étrangers, et nous sommes spécialisés dans la production, la transformation et la distribution des matières premières agricoles et forestières. Un critère décisif pour notre engagement est la conformité aux normes environnementales internationales, en particulier pour les producteurs du secteur primaire. Nous fournissons des financements à long terme, avec des périodes de prêt moyennes de six à dix ans", continua-t-elle.

"L'Afrique est l'une de nos régions focales depuis de nombreuses décennies, en particulier l'Afrique sub-saharienne. Nous avons un portefeuille actuel de 900 millions d'euros, avec environ 561 millions d'euros supplémentaires dégagés pour l'investissement en Afrique au cours des deux dernières années", conclut-elle.



Heike Rutgers

Heike Rutgers, Directrice du Portfolio Management et de l'élaboration des politiques pour l'ACB, BEI, Luxembourg

"La Banque européenne d'investissement est la plus grande institution financière multilatérale dans le monde. La banque n'a pas pour vocation de faire du profit, et fait partie intégrante de la stratégie de développement de l'Union Européenne. Nous nous focalisons principalement sur le développement du secteur privé, avec l'objectif de maximiser notre impact socio-économique".

"Le gros de notre activité est centré sur l'Union européenne, mais notre engagement actuel dans les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) s'élève à 1,2 milliards d'euros en 2014".

"Le secteur agriculture est un pilier de la stratégie conjointe Afrique-UE, qui appelle à une augmentation des investissements dans le secteur agricole pour appuyer la sécurité alimentaire et la qualité de l'alimentation. En termes spécifiques, cela comprend de:

- Faciliter l'accès au financement agricole dans le but de renforcer la résilience environnementale et sociale, la sécurité alimentaire et la nutrition;
- Fournir un soutien au développement des chaînes de valeur en supprimant les goulets d'étranglement causés par le manque d'accès au financement, en particulier au financement à long terme
- Renforcer le financement agricole et les investissements en soutenant les régions rurales (notamment les infrastructures physiques et l'internet à haut débit).

"La BEI, consciente du lien entre financement du secteur agricole et l'investissement, suite une approche globale dans l'analyse des investissements dans les différentes filières agro-alimentaires. Nos principaux critères de sélection pour appuyer des projets sont les suivants:

- Les projets doivent être socialement inclusifs et respectueux de l'environnement;
- Ils doivent assurer un accès plus stable à l'alimentation;
- Ils doivent s'appuyer sur l'adoption de bonnes pratiques agricoles, dans le but par exemple d'éviter l'érosion des sols ou la dégradation des réserves aquifères;
- Ils doivent s'appuyer sur des études de faisabilité et des hypothèses réalistes de rentabilité;
- Ils doivent avoir une bonne stratégie de marketing;
- Ils doivent s'appuyer sur des titres de propriété stables

Rutgers a enchaîné sur un certain nombre d'exemples de projets réussis de la BEI à Maurice et au Malawi, ainsi que deux grands projets en cours de développement: Le premier est un projet agro-alimentaire rizicole d'une valeur de 16 millions d'euros dans la vallée du fleuve Sénégal, dans lequel le promoteur suit une approche d'investissement responsable, et le second est un projet de développement forestier pour 20 millions d'euros dans les provinces de Nampula et de Niassa au Mozambique.

"D'autres projets visant à renforcer les chaînes de valeur sont prévus pour les prochaines années, notamment dans la filière du riz au Bénin, du cacao en Côte d'Ivoire, des noix de cajou au Burkina Faso et de la vanille à Madagascar", conclut-elle.

Nelly Elimbi, Directrice du programme d'assistance technique, Symbiotics, Afrique du Sud

"Symbiotics est une société d'investissements financiers spécialisée dans le domaine de la finance inclusive dans les marchés émergents et frontaliers".

"Nous offrons notre expertise en matière de gestion d'actifs et de conseils en placement et effectuons également des études de marché pour le compte de nos clients. Nous sommes basés à Genève, avec des bureaux à Cape Town, Londres, Zurich, Mexico et Singapour, et un personnel de plus de quatre-vingts professionnels. Depuis 2004, Symbiotics a investi plus de 2,4 milliards de dollars dans plus de 275 institutions de microfinance à travers 50 pays émergents, en collaboration avec plus de 28 fonds d'investissement et de nombreux investisseurs institutionnels", continua-t-elle.

"Nous sommes un leader mondial de l'investissement dans le secteur de la microfinance et le financement de PME à fort impact social. A ce jour nous avons financé plus d'un million de micro-entreprises et de PME, soutenant ainsi indirectement l'accès aux capitaux et aux services financiers à plus de quatre millions de personnes à faible revenu", expliqua-t-elle.

"Nous voyons la microfinance comme une solution durable et inclusive pour appuyer efficacement les micro entreprises et les PME, ainsi que les ménages à faible revenu. En investissant dans la microfinance, nous investissons dans la démocratisation de l'accès au capital. En élargissant et en approfondissant l'accès au capital, les institutions de microfinance financent une gamme d'activités à la base de la pyramide économique, et permettent de déterminer les grands secteurs porteurs pour l'investissement d'impact. Symbiotics est focalisée principalement sur les secteurs suivants:

- **Secteur de l'alimentation:** la microfinance soutient les activités agricoles, l'agroalimentaire, la transformation des aliments et la petite distribution;
- **Logement et habitat:** La microfinance soutient le secteur du logement et l'accès à la propriété, la construction et la rénovation de logements, ainsi que les petites infrastructures locales;
- **Emploi:** La microfinance soutient la création d'emplois et le petit entrepreneuriat. Les



Nelly Elimbi

investissements de nos clients ont, à ce jour, permis d'appuyer 849.719 micro-entreprises et PME, créant plus de 4 millions d'emplois dans 49 pays émergents;

- **Énergie:** la microfinance soutient le transfert de technologie, le développement et la distribution au bas de la pyramide, notamment en ce qui concerne l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et des technologies propres.

"Notre fonds REGMIFA, entièrement consacré à l'Afrique subsaharienne, soutient 79 projets de renforcement de capacités pour un montant de 5,7 millions d'euros, atteignant 40 institutions financières dans 18 pays et ayant permis de former plus de 2.000 employés dans nos institutions partenaires".



Comlan Jean Panti

Comlan Jean Panti, Directeur national du FNM, Bénin

"Le Fonds national de la microfinance est la principale institution d'appui de la microfinance du Bénin. Nos débuts remontent à 2006, quand le président Boni Yayi a fait le choix politique de transformer la microfinance en outil stratégique du développement et de la lutte contre la pauvreté", expliqua Panti.

"Lorsque le FNM fut créé en 2006, l'objectif du gouvernement était principalement de mettre en place un cadre réglementaire approprié pour les outils financiers destinés aux personnes les plus vulnérables du pays. La mission du FNM est de renforcer la capacité financière et opérationnelle des institutions

de microfinance, afin de d'améliorer l'accessibilité des produits et services financiers nécessaires aux activités de croissance et de développement. Nous avons trois principaux domaines d'intervention:

- Le refinancement et la mise en œuvre de lignes de crédit;
- Le renforcement des capacités et l'appui institutionnel;
- la sécurisation des prêts et les subventions aux taux d'intérêt.

L'approche la FNM est essentiellement basée sur des incitants. Les ressources mobilisées par FNM sont disponibles pour les institutions professionnelles qui respectent les objectifs du Bénin, ainsi que les meilleures pratiques dans le secteur de la microfinance", conclut-il.

Rutger Koopmans, CEO, Biomass Feedstock, Pays-Bas

Rutger Koopmans fut le dernier intervenant de cette séance, avec une présentation sur la production de biomasse calorifique.

« Il y a une forte pression à l'échelle mondiale pour réduire les émissions de carbone (CO2). Un nombre croissant de pays se fixe des objectifs concrets de réduction de leur empreinte carbone. En conséquence, il existe une demande pour la biomasse calorifique à empreinte neutre en carbone. Cette demande devrait continuer à augmenter dans les prochaines années, et le marché présente un potentiel considérable. Notre entreprise, Biomass Feedstock, produit de la biomasse à partir du Paulownia elongata, une espèce d'arbre à croissance rapide et permettant d'atteindre de très hauts rendements", expliqua Koopmans.

Nous nous focalisons particulièrement sur le potentiel de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (Sierra Leone, Côte d'Ivoire et Ghana), où un certain nombre de conditions favorables dopent actuellement le marché: Un secteur public bienveillant, de bonnes conditions climatiques, des terres arables de qualité, des économies à forte croissance, une forte demande locale, le soutien de la Banque mondiale et de la SFI, et la proximité relative de nos principaux marchés (Europe et Afrique). Sur un plan plus large, notre croissance est favorisée par l'intérêt des investisseurs, en particulier en matière



Rutger Koopmans

"Notre objectif est de construire un champion de la finance en Afrique"

d'investissement d'impact, promettant de solides rendements et un impact écologique positif.

"La biomasse produite à partir de Paulownia ne sert d'ailleurs pas uniquement à la production d'énergie, mais trouvent aussi d'autres applications dans le secteur du papier et du conditionnement".

"La biomasse est un véritable investissement d'impact, et la création de valeur, la durabilité et l'impact social sont dans notre ADN », conclut Koopmans.

Séance Parallèle III: Le financement des projets d'infrastructure et d'énergie en Afrique

Michael Fischer, Directeur Régional pour l'Afrique australe, DEG, Afrique du Sud



Michael Fischer

Michael Fischer a donné un bref aperçu de la DEG, la principale institution de financement du développement d'Allemagne: "L'Afrique a été l'une de nos régions focales au cours des 53 dernières années, en particulier l'Afrique subsaharienne. Nous investissons dans des projets du secteur privé à travers le continent. Notre stock d'investissements actuel sur le continent atteint environ 2 milliards d'euros sous la forme de financement ou de prises de participation en capital. Nous sommes présents dans 28 pays à travers le continent".

"Nous sommes particulièrement actifs dans les projets d'infrastructure et d'énergie, parce que ces secteurs sont des fondements clés pour assurer une croissance économique durable dans les pays en développement. Or, l'ampleur des investissements nécessaires en matière d'infrastructures dépasse largement la portée des finances de l'Etat. Nous fournissons des prêts directs et du capital-risque pour faciliter un accès fiable à long terme du capital pour les entreprises qui investissent en Afrique. De plus, nous fournissons des fonds aux conditions du marché aux banques africaines et aux sociétés d'investissement pour protéger le financement des projets d'investissement des entreprises locales".

"Dans le secteur des infrastructures, la DEG finance des projets de production et de distribution d'électricité, les télécommunications, ainsi que l'approvisionnement en eau et la gestion des eaux usées".

"Il est crucial pour les entrepreneurs africains de participer à un événement comme AFIF, et être mis en contact avec des investisseurs de partout dans le monde. L'Afrique est un continent en pleine croissance avec des besoins croissants. De notre point de vue, l'avenir reste prometteur, en dépit de la crise des matières premières et d'autres défis. Nous pensons que le secteur des services financiers sera un acteur clé pour soutenir la croissance et le développement, et nous sommes ici pour soutenir ce processus", conclut-il.

Andre Kruger, Directeur du programme AVID, Fondation NEPAD pour les affaires, Afrique du Sud



Andre Kruger

Andre Kruger a présenté un exposé sur le rôle de la fondation NEPAD dans le financement de l'infrastructure de l'eau.

"Permettez-moi de commencer par un bref aperçu de la Fondation NEPAD (NEPAD Business Foundation – NBF). La NBF, créée en 2002, a pour mission de promouvoir un développement économique et social durable en Afrique grâce à des initiatives menées par le secteur privé en partenariat avec les gouvernements et les autres acteurs économiques. Nous permettons de relier les secteurs public et privé afin d'accélérer les projets et programmes de développement, depuis leur création jusqu'à la mise en œuvre.

La NBF a récemment lancé un nouveau programme, le bureau pour l'investissement et l'intégration en Afrique (Africa Investment and Integration Desk - AVID), pour générer un pipeline de projets et d'opportunités à destination des financiers et du secteur privé dans une série de secteurs, dont les infrastructures, l'agriculture, l'eau et les services.

Le desk AVID soutiendra principalement la stratégie des projets de développement suivants:

- Assurer une coordination entre acteurs financiers (y compris les IFD, le capital-investissement, les fournisseurs d'assurance crédit à l'exportation, etc.), les constructeurs et les exploitants d'infrastructures, afin de développer une approche collective pour gérer des opportunités sur continent africain;
- Fournir aux entreprises et aux financiers du secteur privé une plateforme pour former des consortiums et alliances visant à travailler ensemble sur les opportunités dans le continent africain;
- Fournir un appui aux acteurs financiers dans les pays africains en les reliant aux opportunités d'investissement en Afrique à travers les secteurs de l'infrastructure, de l'énergie, de l'agriculture et de l'eau.

"Nous avons utilisé le financement mixte, c'est à dire une combinaison de financement de développement avec des fonds philanthropiques pour mobiliser les flux de capitaux privés vers les marchés émergents et frontaliers".

Il y a plusieurs raisons pour impliquer le secteur privé dans le secteur de l'eau, expliqua Kruger:

- Les services publics ont du mal à intégrer une bonne planification technique avec une planification financière à long terme;
- Les services publics souffrent d'une gestion de coûts et une gestion de risque inefficace, où le secteur privé peut fournir une assistance et une capacité;
- Les équipements sont souvent mal entretenus et peu performants.

La NBF travaille actuellement sur les opérations actuelles et futures en Côte d'Ivoire, en Afrique du Sud, en Egypte, au Rwanda et en Zambie.

Paul Boynt, CEO, Old Mutual Alternative Investments, Afrique du Sud



Paul Boynt

Old Mutual est l'un des plus grands gestionnaires d'actifs et fournisseurs de services financiers du continent africain. Avec 17 millions de clients en Afrique, en Europe, dans les Amériques et en Asie, Old Mutual fournit des investissements, des produits d'épargne, d'assurance vie, de gestion d'actifs, et des services d'assurance bancaire.

"Old Mutual a commencé ses activités au Cap en 1845 comme première mutuelle d'assurance vie d'Afrique du Sud. Aujourd'hui, 170 ans plus tard, nous nous appuyons sur un acquis de confiance et de responsabilité, en répondant aux besoins de nos clients par une large gamme de services

financiers. Nous adoptons une vision à long terme, avec pour objectif de créer un meilleur avenir pour tous les acteurs dans notre écosystème. Nous sommes cotés sur les bourses de Londres et de Johannesburg depuis 1999".

"Notre objectif est d'être une entreprise leader dans le domaine des services financiers en Afrique".

"Old Mutual Alternative Investments, qui fait partie du groupe Old Mutual, est basé à Cape Town. Nous avons environ 5 milliards de dollars d'actifs sous gestion, répartis de manière quasi égale sur trois domaines d'investissement: Infrastructure, Private Equity (capital-investissement) et investissement d'impact" expliqua Boynton.

Nous employons environ 130 employés au sein de notre division. L'Afrique représente une extraordinaire opportunité d'investissement sur les deux prochaines décennies. Les marchés boursiers sont encore peu développés sur le continent, et par conséquent, s'intéresser aux sociétés non cotées en bourse est une façon très opportuniste de tirer parti de ce potentiel".

"Nous venons de terminer une opération de buy-out (rachat de capital) des parts de notre partenaire historique, et nous sommes désormais une unité indépendante en propriété exclusive de Old Mutual. Depuis nos débuts il y a 15 ans, OM Alternative Investments a connu une croissance considérable. Nous avons maintenant trois bureaux sur le continent, au Cap, à Lagos et à Nairobi".

"Nous prévoyons de lancer un nouveau fonds pan-africain sur le marché en 2016. Nous sommes très optimistes pour l'avenir de l'entreprise".



Vivek Dharni

Vivek Dharni, Capital Investissement et levée de fonds, Mota Engil, Afrique du Sud

Vivek Dharni fit un exposé sur les solutions possibles aux problèmes structurels dans le financement de projets.

Mota-Engil est une multinationale diversifiée basée au Portugal, disposant d'une expertise sur l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur de la construction et la gestion des infrastructures, présente de longue date sur le continent africain.

"Il reste difficile de financer le développement des infrastructures en Afrique, que ce soit au moyen de capitaux propres ou par levée de fonds", expliqua Dharni. "Sur la période de 2003 à 2013, plus de 5.000 projets d'infrastructure ont été financés dans le monde entier avec une dette totale de 2.000 milliards de dollars. L'Afrique subsaharienne ne représentait que 3% de ce montant".

"Les besoins annuels en matière de développement d'infrastructure en Afrique sont actuellement estimés à environ 93 milliards de dollars par an. Or à peine 45 milliards de dollars sont investis chaque année. L'une des principales raisons de cet écart est que les notations financières des pays et des entreprises sont inexistantes ou mauvaises, et minent la capacité du continent à lever des fonds pour les infrastructures. Mota Engil joue un rôle important dans la création et la réhabilitation des infrastructures sur le continent africain. Au Mozambique, par exemple, nous sommes en train de réhabiliter le corridor de Nacala, reliant le Malawi enclavé à l'océan Indien. Nous construisons des installations portuaires permettant de gérer de plus grands volumes de fret, tout en permettant d'installer également les infrastructures et bâtiments gouvernementaux et services nécessaires au transfert de marchandises, directement relié au port en eau profonde".

"Un autre projet est situé dans la province de Tete au Mozambique, à savoir la construction d'un nouveau pont, ainsi que la remise en état, l'entretien et l'exploitation de 260 km de routes dans le cadre d'une concession à péage sur 30 ans".

"Le déficit d'infrastructure en Afrique représente une opportunité", poursuivit Dharni. Dans notre expérience, les conditions suivantes permettent de favoriser la levée de fonds et l'investissement de capitaux propres pour le développement de l'infrastructure:

- La planification détaillée d'un projet
- L'identification correcte des risques et les contreparties de ces risques
- L'utilisation d'instruments adaptés de gestion de risque
- L'appel à une expertise et des connaissances locales
- Des relations de longue date avec les acteurs clés, ainsi qu'avec les acteurs financiers internationaux actifs dans la région.

Tali Levin, Développement des projets d'impact, Milcom, Belgique

Tali Levin fut la dernière personne à intervenir lors de cette séance. "Milcom, basée en Belgique, développe et initie des projets à impact en Afrique. Notre activité se décline dans les domaines de l'eau, de l'agriculture et de l'énergie. Nous travaillons avec des partenaires technologiques et cherchons à intégrer des solutions complètes pour garantir la réussite de nos projets".



Tali Levin

"Conformément aux principes de l'investissement d'impact, nos projets IMPACT sont conçus pour avoir un impact positif réel sur les personnes, l'économie et l'environnement".

"Nous recherchons donc l'impact, la durabilité, la maximisation des avantages pour les communautés bénéficiaires, et l'environnement. Nous veillons à ce que tous objectifs de tous les intervenants soient alignés et fonctionnent sur la base de calendriers définis".

"Nos projets sont axés sur:

- L'infrastructure de l'eau et la distribution d'eau destinée aux populations ou pour la production agricole;
- Le traitement des eaux usées - santé et assainissement;
- La production agricole sous serres et en tunnel - sécurité alimentaire;
- L'Aquaculture - nutrition élevée en protéines;
- La volaille – production d'oeufs et sécurité alimentaire.

Un bon exemple d'un projet dirigé par Tali Levin est la ferme sucrière de Welkait dans le nord de l'Éthiopie. Il s'agit d'une plantation de 300 ha, où Levin a conçu et mis en œuvre un système d'irrigation complexe et novateur. Le projet a un impact bénéfique à long terme pour les communautés environnantes, et une empreinte écologique durable.

"Milcom est engagé dans toutes les étapes du projet: de la conception à l'installation de tous les composants du système d'irrigation - stations d'alimentation, filtration, traitement des données sur le terrain, et systèmes de contrôle".

"Les défis en Afrique, pour assurer un approvisionnement fiable en eau sont considérables. Notre approche, qui place l'impact au centre de tout projet que nous entreprenons, fournit des résultats probants en termes de bénéfices sociaux, environnementaux et économiques. L'essentiel est de concevoir des solutions de bout en bout, d'assumer la pleine responsabilité d'un projet, et de fournir un soutien continu en bout de chaîne", conclut-elle.





emrc

PRIX DE L'ENTREPRENARIAT

2015

Présentation Spéciale du Forum pour le financement des PME du G-20

Hourn Thy, Directeur du Forum pour le financement des PME, SFI, Etats-Unis

Le forum des finances travaille à élargir l'accès au financement pour les PME. Il exploite un réseau mondial comprenant des institutions financières, des sociétés technologiques et des institutions de financement au développement afin de partager des connaissances, stimuler l'innovation et promouvoir la croissance des PME.

NOS CRITÈRES DE SÉLECTION CLÉS SONT:

- Innovation:
- L'aspect innovant
- Le potentiel de croissance
- La durabilité financière
- L'impact sur la création d'emploi
- L'impact social et économique
- L'impact sur l'environnement
- L'expérience des managers
- La présentation du projet (lors de l'AFIF 2015)

Prix de l'Entreprenariat

Adewumi Owolabi, Aerobic – Integrated Concepts Limited, Nigéria

Aerobic Integrated Concepts, installée au Nigéria, produit et distribue des granulés d'engrais organique à partir de déjections de poulet. Le chiffre d'affaires de la société était de 900.000 euros en 2014.

Le fondateur, M. Adewunmi, est physiologiste des cultures de formation.

"Notre objectif est d'introduire une nouvelle manière de produire, transformer, conditionner, et distribuer des engrais de fumier de volaille en granulés dans toute l'Afrique de l'Ouest. Nous souhaitons établir des chaînes de valeur du fumier de volaille afin de tirer parti du potentiel économique, agricole et environnemental associé aux déchets biologiques" expliqua-t-il.

"Notre produit contribue à améliorer le rendement des cultures et les revenus des agriculteurs. Il a donc un impact évident sur l'amélioration de l'agriculture au Nigéria, sans parler des avantages environnementaux d'utiliser des produits organiques".

"Nous produisons actuellement 5.000 tonnes d'engrais par an. Nous ne sommes pas endettés, et nous avons dégagé un bénéfice important en 2014. Nos bénéfices augmentent rapidement, et notre chiffre d'affaires a avoisiné le million d'euros en 2014".

"Nous voyons un excellent potentiel de marché, avec une matière première quasiment gratuite. Le marché actuel pour l'engrais organique est estimé à 100 millions de dollars actuellement au Nigéria, dont plus de 80% est importé. Nous pouvons fournir une proportion croissante de ce marché dans un avenir proche", conclut-il.

Mary Cherop Maritim, Cherubet Company Ltd, Kenya

"Ce qui m'a inspiré pour démarrer mon entreprise", commença Cherop Maritim, "ce sont les défis auxquels les femmes qui travaillent font face au quotidien: comment nourrir leurs familles de manière saine et nutritive".

"J'ai démarré avec très peu de capital et encore moins de connaissances en affaires. Au début, mon entreprise fonctionnait à partir de ma cuisine, et je vendais de petites portions de repas à base de céréales cuites dans des emballages plastique scellés à mes voisins et amis".

"Mais rapidement, la demande obligé à m'agrandir vers la véranda de ma maison, et à emprunter de plus grands ustensiles de cuisine" continua-t-elle.

"Pourquoi les céréales alimentaires? Parce qu'elles ont une valeur nutritive élevée, parce que les graines sont relativement peu coûteuses, et parce que le maïs et les haricots sont des aliments de base connus de toutes les communautés. Le vrai défi est que ces aliments prennent beaucoup de temps et d'énergie à cuisiner".

"Aujourd'hui, le chiffre d'affaires de mon entreprise est en pleine croissance. J'emploie désormais 23 femmes, et je me fournis auprès d'agriculteurs locaux, qui nous vendent des graines et des céréales. Ma plus grande fierté est que ma sœur a pu faire entrer sa fille à l'université grâce à notre entreprise".

"Aujourd'hui Cherubet vend pour plus de 100.000 dollars par an, et livre toutes les enseignes de grande distribution au Kenya, y compris les supermarchés Nakumatt et Uchumi. Nous prévoyons l'année prochaine d'acquérir de nouveaux équipements et d'améliorer notre conditionnement. Mon entreprise a changé ma vie. J'ai acquis une confiance intérieure, conquis mon indépendance, et surtout, je suis en mesure de prendre des décisions pour moi-même", conclut-elle.



Adewumi Owolabi

Lazaro Patrick Mwapesile

Wachira Kariuki

Mary Cherop Maritim

Raphael Group

A été élu vainqueur de l'édition
2015

Wachira Kariuki, Directeur, Classic Foods Ltd, Kenya

Classic Foods est une entreprise de transformation et de distribution alimentaire basée à Nairobi, au Kenya. Notre gamme de produits comprend le lait pasteurisé, le yaourt, la farine de maïs, le jus de fruits pur, le miel, la sauce tomate et les aliments pour animaux.

"Nos produits symbolisent la qualité et le progrès dans l'industrie alimentaire. Chaque produit est accompagné d'une garantie de qualité supérieure. Chaque produit passe par des contrôles de qualité rigoureux pour répondre aux normes internationales. Une équipe bien formée procède à des contrôles de qualité. Nous formons aussi les agriculteurs pour assurer les meilleurs rendements et la meilleure qualité.

"Il y a près d'une décennie, j'ai commencé à acheter du lait cru auprès des agriculteurs, pour le vendre aux supermarchés. Mais cela me frustrait de n'être qu'un intermédiaire, et je me suis lancé en 2009 dans le conditionnement du lait grâce à un emprunt.

"Aujourd'hui, nous sommes actifs dans le traitement et le conditionnement d'une large gamme de produits, y compris le lait pasteurisé, le yaourt, la farine de maïs, le miel, la sauce tomate, le jus de fruits et les aliments pour animaux. Au cours de la prochaine décennie, nous avons l'ambition d'atteindre un chiffre d'affaires de 100 millions de dollars.

"Le potentiel de l'industrie alimentaire est illimité, parce que les gens n'arrêteront jamais de devoir manger", continua-t-il.

Nos produits sont disponibles à travers tout le Kenya, dans les supermarchés mais aussi dans les régions rurales reculées. En 2011, nous avons établi Enhance Business Solutions, une association sans but lucratif, afin de fournir un appui aux agriculteurs en matière de meilleurs rendements et d'optimisation de cultures. EBS a ainsi déjà formé plus de 20.000 agriculteurs à ce jour. Et nous avons l'intention d'en former 100.000 de plus au cours des cinq prochaines années pour assurer un approvisionnement constant des produits de base nécessaires à notre expansion" conclut-il.

Lazaro Patrick Mwapesile, General Manager, Raphael Group Ltd, Tanzania

"Le Raphael Group a été créé en 1995 et inscrit au registre de commerce en 2010. Nous sommes situés à Uyole, dans la partie sud ouest de la Tanzanie, près de la frontière zambienne. Nous avons deux actionnaires et 25 employés permanents.

"Notre chiffre d'affaires annuel moyen est de 6 millions de dollars. Nous souhaitons être une entreprise leader en matière de transformation des aliments et du commerce national et régional.

"A travers une chaîne de valeur intégrée, notre entreprise achète, transforme, distribue et vend du riz, des haricots, des arachides et de l'huile de tournesol. Cependant, notre entreprise est dynamique et flexible face à l'évolution du marché. L'une de nos plus grandes réussites, ce sont les écoles de formation en affaires pour les agriculteurs que nous avons monté dans quatre communes de la région de Mbeya. Grâce à ces structures, un total de 458 agriculteurs ont été formés et diplômés.

"Nous avons l'intention d'augmenter notre part de marché locale de 1,8% à 3,6%, et de gagner des parts de marché régionales d'au moins 0,5% d'ici 2020. Nous voulons aussi avoir un impact sur 26.500 petits agriculteurs à travers la culture de paddy, de haricots et de tournesol à l'horizon 2020, et doubler notre chiffre d'affaires d'ici là.

Raphael Group a été désigné vainqueur de l'édition 2015 du Prix de l'Entrepreneuriat. L'annonce a été faite au cours de la soirée de gala le 25 Novembre à 2015.

Jeudi 26 Novembre 2015

Séance Plénière II:

Le financement du secteur de la santé en Afrique

Financer et renforcer le secteur privé de la santé en Afrique:

Quel rôle pour les investisseurs institutionnels et les multinationales ?



Patrick Osewe,
Lead Health Specialist, Afrique australe, Banque mondiale, Afrique du Sud

Dorien Mulder,
Product Development Manager, PharmAccess Foundation, Pays-Bas

Elaine Jones,
Directrice, Pfizer Ventures, Etats-Unis

Eric Soubeiga,
Senior Investment Officer, Santé et éducation, SFI, Afrique du Sud



Steven Adjei, Partenaire Fondateur, BlueCloud Healthcare, Royaume Uni

Steven Adjei ouvrit la séance plénière par une brève introduction du sujet de la santé en Afrique, et de Bluecloud Healthcare.

“Le financement du secteur de la santé reste nettement insuffisant. Selon la SFI, il faudrait autour de 25-30 milliards de dollars en nouveaux investissements pour répondre à la demande pour les soins de santé en 2016-2017”, commença-t-il.

Les principaux enjeux de la santé de l'Afrique sont:

- La mise à niveau des infrastructures physiques et humaines: l'Afrique a besoin de 650.000 lits d'hôpital supplémentaires, ainsi que de 90.000 médecins, 500.000 infirmières et 300.000 auxiliaires de santé communautaires additionnels;
- Pallier aux faibles niveaux de dépenses : Malgré le sommet d'Abuja de 2001, lors duquel les pays africains s'étaient engagés à consacrer 15% de leur budget annuel à la santé, il n'y a que le Rwanda et l'Afrique du Sud qui aient atteint cet objectif, tandis que 19 autres ont stagné ou régressé. En moyenne, les pays africains ne consacrent que 6,2% de leur PIB à la santé.
- Les pires conditions de santé dans le monde: Alors que l'Afrique rassemble 11% de la population mondiale, le continent ne représente que 3% des dépenses mondiales de santé. L'Afrique ne dispose que d'1,5% des professionnels de la santé dans le monde, alors que le continent compte pour 25% du fardeau de la maladie au niveau mondial.
- Les dépenses directes des individus comptent pour 85% des dépenses privées en soins de santé, et constituent une charge considérable sur le budget des ménages.

“Le secteur des soins de santé reste encore très politisé. Il est également principalement géré par des médecins et des infirmières, qui n'ont pas bien évidemment pour vocation d'adopter des approches commerciales. Mais tout cela n'est pas de nature à attirer des investisseurs”, expliqua Adjei.

“Cependant, avec une classe moyenne en pleine expansion, le secteur de la santé en Afrique est appelé à se développer très rapidement au cours des prochaines décennies. À l'heure actuelle, très peu d'investissements étrangers directs sont canalisés vers les soins de santé en Afrique. Nous voulons changer cela. Le fardeau de la maladie est en pleine évolution: les maladies chroniques non transmissibles gagnent du terrain, au point de représenter aujourd'hui près d'un tiers du fardeau total. En outre, une meilleure gouvernance, de meilleurs environnements réglementaires et la disponibilité croissante du capital contribuent à améliorer les perspectives”.

“Nous devons prendre nos distances avec les modèles occidentaux et de changer la façon dont les soins de santé sont dispensés. C'est dans ce contexte que des entités comme Bluecloud Healthcare joueront un rôle. Bluecloud est l'une des premières entreprises incubatrices spécifiques au secteur de la santé en Afrique. Nous facilitons l'investissement en cherchant des projets “latents”, c'est-à-dire dans d'autres entreprises qui sont susceptibles de faire l'objet d'investissements”.

“En 2016, nous prévoyons de commencer un fonds soins de santé pour 50 millions de dollars, qui cherchera à investir entre 500.000 et 10 millions de dollars dans des entreprises du secteur de santé africain.

“Notre intention est d'investir sous forme de prise de participation en capital ou levée de fonds sur 4 à 7 ans, avec une attente de rendement de 15 à 20%”.

Panel Discussion

Patrick Osewe: “La Banque mondiale est en train de mettre sur pied un fonds d’intervention rapide d’un montant entre 500 millions et 1 milliard de dollars pour répondre aux épidémies. Suite à l’expérience récente avec le virus Ebola en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée, nous pensons que cela va nous permettre de répondre beaucoup plus efficacement, partout dans le monde, à des événements similaires. Nous examinons également des approches similaires pour répondre à l’épidémie de maladies non transmissibles dans les pays émergents”.

Dorien Mulder: “PharmAccess travaille aussi bien du côté de la demande que de l’offre pour accroître les investissements dans le secteur des soins de santé, avec l’idée que le secteur privé peut jouer un rôle important pour compléter l’action du secteur public. Du côté de la demande, nous développons des systèmes s’assurance maladie à faible coût. Du côté de l’offre, nous levons des fonds pour investir dans les infrastructures de santé”.

Elaine Jones: “Pfizer Ventures prend des participations dans des jeunes entreprises du secteur des sciences de la vie. Nous visons principalement le développement de médicaments dans le domaine des maladies non transmissibles et le domaine de l’innovation”.

Eric Soubeiga: “L’IFC investit environ 1,7 milliard de dollars pour le développement du secteur des soins de santé dans le monde, dont 25% en Afrique. Nous investissons notamment dans les services de santé, les sciences de la vie (fabrication, distribution et vente au détail) et la mutualisation des risques (régimes d’assurance-maladie)”.

Quels sont les défis, les leçons apprises en matière d’accès à l’investissement privé que vous êtes en mesure de partager avec nous ?

Dorien Mulder: «Nous proposons des crédits en collaboration avec des banques commerciales. Nous présentons des PME actives dans le domaine de la santé aux banques. Bien entendu, les défis sont nombreux. Les PME ont rarement des avoirs à apporter en garantie, et manquent d’expérience commerciale. Les médecins aussi ne font souvent pas confiance aux banques. À l’heure actuelle, nous travaillons avec neuf banques dans plusieurs pays (Tanzanie, Ghana, Nigéria, Kenya notamment). Cela crée des opportunités et nous permet d’attirer des capitaux privés”.

“Nous attirons non seulement des capitaux sous forme de prêts aux prestataires de soins, mais aussi au niveau du fonds d’investissement, en combinant des fonds publics et privés, permettant ainsi de procurer du capital risque permettant de doper la croissance du secteur”.

“En attirant des fonds privés, le secteur public peut utiliser ses ressources limitées pour se



concentrer sur ses tâches essentielles. Les gouvernements africains reconnaissent de plus en plus que le secteur privé peut jouer un rôle important et positif dans l’amélioration des soins de santé sur le continent”.

Que doivent faire les entreprises de la santé en Afrique pour être pour attirer des investissements et des capitaux?

Eric Soubeiga: “La mise en place d’un secteur de soins de santé évolutif en Afrique nécessite une approche globale. Certes, il n’y a pas assez d’argent – il faudrait entre 25 et 30 milliards de dollars au minimum, mais même nous parvenions à mobiliser des fonds à cette échelle demain, les structures actuelles seraient bien incapables de les absorber: il n’y a tout simplement pas assez de ressources humaines, pas assez de professionnels de la santé. En outre, il va de soi que les médecins ne sont pas formés pour gérer des entreprises, ce n’est pas leur vocation. Il y a aussi des problèmes avec la capacité technique à acquérir et à utiliser des équipements qui valent des millions de dollars. La SFI tente d’aborder ces questions, non seulement sur le plan du financement, mais aussi sur le plan technique. Nous examinons également les enjeux autour des politiques publiques autour de la santé”.

Que diriez-vous du soutien à apporter aux PME?

Eric Soubeiga: La SFI dispose d’un programme d’investissement direct (par prise de participation ou levée de fonds). Nous avons aussi un programme de financement indirect qui prend la forme d’investissements à travers les banques ou des fonds d’actions (notamment le fonds Abraaj, basé à Nairobi) et le Fonds d’investissement pour la santé en Afrique”.

Quelles sont les grandes tendances du moment dans le domaine des soins de santé en Afrique?

Patrick Osewe: “Le continent est entré dans une phase de changement. Par le passé, les soins de santé étaient un domaine réservé des secteurs publics. Au cours des dernières années, de nombreux gouvernements ont mis en place des systèmes de financement des soins de santé via des régimes nationaux d’assurance-maladie.

En Afrique du Sud par exemple, l’introduction prévue d’un régime national d’assurance-maladie va profondément changer la façon dont les Sud-Africains reçoivent des soins de santé. Nous voyons des tendances similaires au Kenya et d’autres pays. La Banque mondiale fournit environ 10 milliards de dollars par an à ce secteur, mais aussi indirectement par le biais d’investissements dans des secteurs tels que l’exploitation minière”.

“Alors, quelles sont les opportunités? Dans de nombreux pays africains, l’accent a longtemps été sur les maladies infectieuses, au détriment des maladies non transmissibles. Il faut investir beaucoup plus dans la prévention et le traitement des maladies non transmissibles, ainsi que des services d’appui aux soins de santé, comme les services d’urgence et les centres de traumatologie, par exemple”.

“Nous avons aussi constaté, avec la récente crise d’Ebola en Afrique de l’Ouest, à quel point certains systèmes de santé étaient fragiles. Comme la Banque mondiale, nous mettons en place un fonds pour répondre à ce type de crise d’une manière plus efficace”.

Comment Pfizer cherche-t-elle des opportunités dans le secteur des PME, et à quoi ressemblent les PME dans lesquelles vous investissez ?

Elaine Jones: “Nos ressources demeurent très limitées face à l’énorme demande pour les investisseurs. Pfizer cherche de manière continue à savoir ce qui se passe en dehors de nos quatre murs. Nous sommes à la recherche de nouvelles stratégies et de nouvelles approches. L’unité Pfizer Ventures se focalise sur les petites entités, et nous nous intéressons surtout aux jeunes entreprises qui ont de nouvelles idées, mais qui ont juste besoin de temps pour tester ces idées et voir si elles fonctionnent. Les problématiques classiques, telles que le manque d’accès au financement, le manque d’expérience des équipes dirigeantes, et les stratégies de sortie, sont en fait assez similaires en Europe et en Amérique du Nord, même si en Afrique nous sommes à une autre échelle. Nous partageons bon nombre des mêmes problèmes génériques que vous avez ici en Afrique.

AFIF Pfizer

PRIX DE L'ENTREPRENARIAT

2015

Markus Labuschagne, Altis Biologics, South Africa

Altis Biologics est une société spécialisée dans la recherche et le développement de biomatériaux ostéogéniques applicables dans les thérapies de régénération osseuse.

La base technologique sous-jacente de la matrice osseuse ostéogénique d'Altis (Osteogenic Bone Matrix - OBM) est la protéine osseuse morphogénétique, une famille de facteurs de croissance capables d'induire la formation de matière osseuse après greffe ou implantation sur des sujets humains. Altis a également mis au point un système d'administration injectable entièrement basé sur la matrice osseuse.

"Les fractures ou pathologies osseuses ne guérissent pas toujours très bien. Jusqu'à récemment, les solutions médicales les plus courantes consistaient à effectuer des autogreffes ou allogreffes. Désormais, une nouvelle solution est possible, par laquelle les cellules souches du corps sont amenées à reproduire de la matière osseuse", expliqua Labuschagne.

Notre produit, OBM Trauma, est une matière révolutionnaire utilisée pour traiter les vides osseux. OBM Trauma est un complexe protéiné morphogénétique de matière osseuse naturelle, liée à une matrice osseuse collagénique modifiée, qui permet la réhydratation immédiate en un matériau composite injectable destiné à la restauration des vides osseux. C'est un produit africain, et mon souhait est de pouvoir vous dire d'ici à l'année prochaine que nous avons réussi à faire de notre produit un succès".

Altis Biologics a été choisi comme le vainqueur de la première édition du Prix de l'entrepreneuriat Pfizer AFIF 2015.

Dean Hodgkiss, Look See Do, Afrique du Sud

Look See Do est une société créée en 2010, installée à Johannesburg en Afrique du Sud. "Notre expérience de base est l'entretien de l'équipement médical. Le modèle actuel de maintenance sur le continent africain ne fonctionne pas: En effet, environ 40% de l'équipement reste inutilisé en raison d'un manque d'entretien. Cela est dû notamment à une pénurie d'opérateurs et de techniciens qualifiés, et du coût élevé que représente l'entretien du matériel", expliqua Hodgkiss.

"Look See Do cherche à changer cela grâce à une application, utilisant des technologies comme la messagerie instantanée, la vidéo, la photo et l'annotation en direct, les manipulations en 3D. Par exemple, un déplacement physique en Angola coûte typiquement environ 10.000 dollars et peut prendre 2 semaines, ce qui se traduit en centaines de patients non traités, et une perte de revenus de plus de 100.000 dollars".

"Avec notre application, le même coût d'entretien revient à des sommes entre 500 et 1.000 dollars, et la maintenance peut avoir lieu immédiatement. Les services supplémentaires comprennent notamment l'apprentissage à distance et la livraison de pièces de rechange", expliqua-t-il.

"Notre valeur ajoutée est l'économie considérable que permet notre application, ainsi que la formation professionnelle et la réduction des obstacles à



l'entrée pour de nouveaux marchés. Nous déroulons actuellement quatre pilotes, dont trois en Afrique du Sud et un en Afrique de l'Est, avec une projection de chiffre d'affaires de 450.000 dollars d'ici à 2018 et une marge nette de 40%".

concurrentiel d'une valeur de 110 millions de dollars par an rien qu'en Afrique du Sud. Nos principaux concurrents sont Bio Oil, Nivea et L'Oréal".

Portia Mngomezulu, Portia M-Skin solutions, South Africa

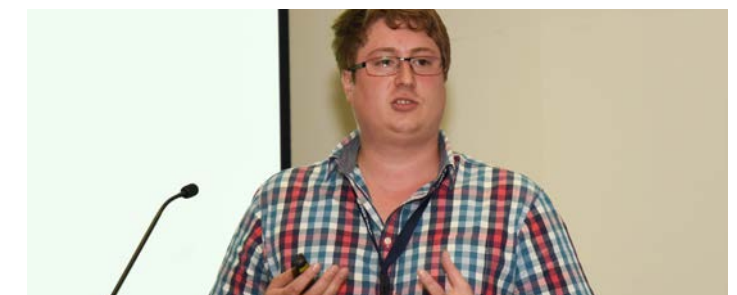
Portia M est une marque 'Proudly South African' (label d'origine sud-africaine) de soins de la peau. L'entreprise est installée à Prétoria en Afrique du Sud, et avec quatre employés permanents et 12 contractuels.

"Nos produits de soins de la peau sont fabriqués en à base d'huile de marula. L'huile de marula, utilisée traditionnellement depuis des siècles, est riche en oméga 3, 6 et 9 acides gras qui hydratent et nourrissent la peau. Nos produits sont spécialement formulés pour les peaux au teint inégal, les vergetures, les peaux déshydratées et les imperfections", expliqua Mngomezulu.

"Nous vendons actuellement nos produits dans les grandes surfaces du pays tels que Makro, Pick n Pay et certains réseaux de pharmacies. Nous avons pour objectif de devenir la marque leader des cosmétiques et des soins de la peau en Afrique australe, spécialisée dans les soins de la peau de qualité avec des ingrédients africains. Nous voulons donner à tous les Africains la confiance d'être fiers de leur peau en leur fournissant des soins de la peau de qualité".

"Nos cibles prioritaires sont les femmes de 18 à 65 ans, les hommes de 18 à 45 ans, et les femmes enceintes. Nous sommes dans un marché

THE WINNER



Markus Labuschagne



Dean Hodgkiss



Portia Mngomezulu



Présentation: Politiques d'investissement et opportunités d'investissement en Afrique du Sud

Nikki Kruger, Directrice, Politiques de commerce extérieur et négociations, Ministère du Commerce et de l'industrie, Afrique du Sud



Nikki Kruger

Nikki Kruger, représentante du ministère sud-africain du commerce et de l'industrie, a présenté un bref exposé sur la politique d'investissement et les opportunités en Afrique du Sud. "L'Afrique du Sud est l'un des marchés émergents les plus sophistiqués et prometteurs à l'échelle mondiale. C'est une destination clé, tant pour son marché domestique que pour son rôle de passerelle vers le reste du continent, un marché d'environ un milliard de personnes", commença-t-elle.

"L'Afrique du Sud est une des locomotives économiques de l'Afrique et fait partie du groupe BRICS des pays émergents, avec le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Nous présentons en outre un profil démographique favorable, avec une expansion rapide de la classe moyenne au pouvoir d'achat grandissant".

"Notre excellente infrastructure, notre capacité d'innovation et de recherche et développement, ainsi que notre base industrielle sont des atouts indéniables en matière de développement de nouvelles applications technologiques et industries 'vertes', ainsi que la création d'emplois nouveaux et durables".

"Nous bénéficions également de l'un des secteurs financiers, juridiques et télécommunications les plus performants du monde, qui a attiré, entre autres, de nombreux investisseurs dans le domaine de la sous-traitance de processus d'affaires (Business Process Outsourcing - BPO)".

"Nous présentons d'autres avantages compétitifs, y compris sur les autres marchés émergents du monde, en matière de coûts opératoires. Pour des emplois professionnels, les coûts salariaux représentent moins de la moitié des coûts des pays européens. Pour les emplois manufacturiers, les coûts de main-d'œuvre reviennent à environ un tiers des niveaux européens".

"Le gouvernement sud-africain est en passe d'introduire place un cadre législatif nouveau, pour refléter nos politiques publiques en matière de protection des investissements. Un des éléments clés de cette approche est que nous cherchons à nous conformer aux recommandations de la CNUCED. Nous avons donc mis fin à la plupart de nos traités bilatéraux d'investissement (TBI), constatant notamment qu'il n'y a pas de corrélation effective entre les TBI et les flux d'investissement. Le nouveau projet de loi, qui couvrira tous les investissements quel que soit le pays d'origine ou de destination, vise à assurer une meilleure cohérence avec le cadre juridique sud-africain et la constitution" expliqua-t-elle.

“La philosophie sous-jacente du projet de loi est de clarifier les règles, de créer un environnement prévisible sur le traitement de l’investissement international. L’Afrique du Sud est l’un des pays les plus ouverts du monde en matière de flux d’investissements, et nous sommes ouverts au commerce international et à l’investissement dans tous les secteurs”, conclut-elle.



Tim Harris

Tim Harris, CEO, WESGRO, South Africa

Wesgro est l’organisme officiel de promotion du tourisme, du commerce et de l’investissement pour la province du Cap Occidental en Afrique du Sud. Il est financé par le gouvernement provincial du Cap occidental, la ville de Cape Town et le Ministère national de l’agriculture.

“Nos stratégies sont orientées par la recherche et les données économiques en temps réel”, expliqua Harris.

“Au cours des cinq dernières années, Wesgro a capté des flux d’investissement pour un total de 450 millions de dollars, créé 4.415 emplois directs

dans la province du Cap occidental, accompagné 578 entreprises en mission à l’étranger pour promouvoir les exportations, et contribué à attirer 7,1 millions de touristes étrangers”.

“Notre unité de recherche, Wesgro Research, a publié 487 rapports sur tous les aspects de l’économie du Cap-Occidental”.

Nos priorités pour les cinq prochaines années sont les suivantes:

- Promouvoir la ville du Cap et la province du Cap-Occidental comme destination touristique, et de d’ajouter deux millions de visiteurs étrangers et trois millions de visiteurs locaux supplémentaires sur les cinq prochaines années;
- Faciliter entre 500 et 750 millions de dollars d’investissements directs nationaux et étrangers dans la province;
- Soutenir la promotion du commerce extérieur pour 3.250 entreprises qualifiées

“Nous nous concentrons sur trois secteurs clés: le pétrole et le gaz, l’agro-industrie et le tourisme. Nous voulons positionner Cape Town en tant que ville au rayonnement mondial”, conclut Harris.



Hywel George

Hywel George, Director of Investments, Old Mutual Investment Group, South Africa

“Pourquoi investir en Afrique?” commença Hywel George. “Permettez moi de rappeler juste un chiffre: Le PIB actuel du continent est passé de 587 milliards de dollars en 1990 à 2.500 milliards en 2015”.

“Ajoutant à cela l’amélioration de la gouvernance, une plus grande responsabilisation démocratique et une meilleure gestion économique, l’attractivité de l’Afrique est en hausse dans les classements internationaux sur

les 5 dernières années. Le continent est aujourd’hui considéré comme la deuxième destination la plus attrayante pour les IDE après l’Amérique du Nord”.

Le secteur agricole en particulier présente des perspectives de croissance très importantes, et devrait faire partie de tout portefeuille d’investissement:

- L’investissement en terres agricoles offre un rendement mensuel fonctionnel (contrairement à la volatilité qui caractérise les investissements dans les matières premières)
- Il y a une faible corrélation avec les autres classes d’actifs
- L’investissement dans le secteur agriculture permet de se protéger contre l’inflation
- L’agriculture présente des fondamentaux favorables à long terme pour la croissance

Avec environ 202 millions d’hectares de terres arables, l’offre potentielle de terres de l’Afrique dépasse de loin celle de toute autre région.

Lebogang Motlana, Directeur, Centre régional du PNUD pour l’Afrique, Ethiopie

Il revint à Lebogang Motlana de clôturer les travaux du Forum.



Lebogang Motlana

“Au cours des trois derniers jours, le Programme de développement des Nations Unies, en collaboration avec la Commission de l’Union africaine, a accueilli un dialogue public-privé sur l’investissement d’impact en Afrique sous les auspices du Forum Africa Finance & Investment, organisé par EMRC”.

Motlana a enchaîné sur le rôle du secteur privé et des investisseurs dans le développement: “Comme nous l’avons souligné au début de ce dialogue, on ne peut surestimer le rôle du secteur privé et des investisseurs lorsqu’il s’agit du développement de l’Afrique. Nous savons, par exemple, que plus de 90% des nouveaux emplois dans les pays en développement sont

créés dans le secteur privé, et que bon nombre des PME examinées au cours de ce Forum sont les principaux fournisseurs d’emploi en Afrique”.

“Il est donc essentiel d’explorer les façons dont le secteur privé peut s’engager et travailler avec des institutions comme la nôtre, pour contribuer à la mise en œuvre des programmes régionaux et mondiaux de développement, tels que l’agenda 2063 de l’Union africaine et les objectifs de développement durable”.

Motlana a ensuite adressé un message direct au secteur privé: “Lorsque vous développez vos modèles d’entreprise, demandez-vous comment vous pouvez contribuer à mettre fin à la pauvreté. Il est parfaitement possible d’être rentable et de contribuer simultanément à l’objectif plus large de développement et de réduction de la pauvreté. Vous pouvez faire cela en étant plus inclusifs, en ciblant et en intégrant des personnes à faible revenu dans vos chaînes de valeur, de manière à créer des opportunités pour ces personnes, en particulier les femmes et les jeunes”.

Il a assuré les délégués de l’engagement ferme du PNUD à cet égard: “Nous nous sommes engagés, au PNUD, à continuer à catalyser le développement et la croissance de l’investissement d’impact en Afrique. Suite aux relations établies ici au cours de ces derniers jours, nous nous engageons aussi à

explorer tous les moyens possibles de partenariat avec vous dans le développement de l'Afrique”.

“Nous vous encourageons à continuer à contribuer à la phase d’opérationnalisation du plan d’action pour l’investissement d’impact en Afrique, ce qui est un des éléments clés de la Déclaration du Cap qui vient d’être conclue ici”.

“Pour terminer, nous tenons à remercier tous nos partenaires, le commissaire économique de l’Union africaine, S.E Mothae Maruping; M. Manuel Sager, Secrétaire d’Etat et Directeur général de l’Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC), et bien sûr, Mme Idit Miller, directrice d’EMRC, l’hôte et les organisateurs de ce Forum AFIF 2015. Enfin, merci à vous, les délégués, pour votre précieuse contribution au développement de l’investissement d’impact en Afrique”.

Idit Miller, Vice Présidente & Directrice, EMRC, Belgique



Idit Miller

Idit Miller a clôturé le Forum AFIF 2015 avec un discours passionné, soulignant le nombre record de pays et de participants présents à Cape Town. Elle a souligné que la diversité des intervenants des tables rondes, des séances plénières et spéciales, ainsi que et le niveau des lauréats des prix de l’entrepreneuriat était sans précédent dans l’histoire du Forum AFIF. Elle a réitéré la conviction d’EMRC de l’importance de créer une plate-forme pour les opportunités B2B (business-to-business) pour assurer une croissance économique durable en Afrique. Elle a également remercié les participants d’avoir été si actifs tout au long des deux jours du Forum. “C’est cela qui fait du Forum EMRC un moment si unique: le fait que les participants sont repartis avec des résultats tangibles au bout de deux jours de networking”, souligna-t-elle.

“Une nouvelle fois, ce Forum a atteint les objectifs que nous nous étions fixés, et au-delà. Le fait que nous ayons organisé le premier dialogue public-privé sur les investissements d’impact ici en Afrique, ainsi que la tenue du Forum en Afrique pour la première fois, en fait foi. Nous espérons que cette année aura été l’occasion du premier de nombreux prix à venir pour récompenser l’entrepreneuriat dans le secteur de la santé. Cela me rend non seulement fière à titre personnel de diriger EMRC, mais me donne encore plus d’espoir pour l’avenir du secteur privé de l’Afrique et pour la plate-forme d’EMRC qui cherche à appuyer sa croissance”.



Déclaration de Cape Town sur **L'INVESTMENT D'IMPACT EN AFRICA**

November 26, 2015 - Lord Charles Hotel, Cape Town, South Africa

L'investissement d'impact est considéré comme l'avenir de l'investissement en Afrique. Le volume et la portée de l'investissement d'impact est en croissance rapide : Selon le baromètre 2015 du Centre Bertha pour l'innovation sociale, plus de \$338 milliards des actifs de placement dans seulement trois pays, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud, comprennent une stratégie d'impact.

En d'autres termes, si cette pratique se généralise sur l'ensemble du continent, les effets sur la croissance et le développement en Afrique seraient considérables. Le PNUD est le moteur de ce changement, en soutenant le développement des écosystèmes propices à l'investissement d'impact sur l'ensemble du continent.

La déclaration du Cap est le premier pas pour développer un tel écosystème. Elle appelle les gouvernements, les investisseurs et la société civile à prendre davantage des mesures pour encourager l'investissement d'impact.

DECLARATION DE CAPE TOWN SUR L'INVESTISSEMENT D'IMPACT EN AFRIQUE

NOUS, les quelques 150 participants des ministères africains ; entreprises sociales ; fournisseurs de services et de développement de PME ; banques commerciales ; institutions financières du développement ; communautés économiques africaines ; partenaires du développement bilatéraux et multilatéraux ; économistes et institutions de recherche économiques ; décideurs politiques et groupes de pression de la société civile ; praticiens de l'investissement d'impact public et privé et médias de plus de 40 pays; rassemblés à Cape Town, Afrique du Sud du 24 au 26 novembre 2015 pour le 8e Africa Finance & Investment Forum (AFIF 2015) sous le thème « Accès au Financement / Promouvoir l'Entrepreneuriat », pendant lequel l'Union Africaine et le Programme des Nations Unies pour le Développement ont tenu la session « Dialogue Public-Privé sur l'Investissement d'Impact ».

TEMOIGNANT au Gouvernement et au peuple de l'Afrique du Sud notre reconnaissance d'accueillir l'AFIF 2015, qui nous a offert une occasion et une plateforme pour partage entre nous, identifier des stratégies pour promouvoir et mettre en priorités et prendre des engagements en faveur du secteur privé africain – et se consacrer à déployer un ensemble de stratégies sectorielles en Afrique pour les trois prochaines années ;

RECONNAISSANT l'importance qui a été placée sur le développement du secteur privé et son engagement comme catalyseur de la transformation économique en Afrique par les Etats-membres de l'Union Africaine dans son plan stratégique de long terme, la Vision 2063, intitulée « l'Afrique que nous voulons » ; telle que décliné dans la Position Africaine Commune de l'Agenda post-2015, ainsi que le rôle important que le secteur privé doit jouer pour l'atteinte des nouveaux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ;

ENCOURAGÉS par le travail pionnier qui a été entrepris par différentes parties prenantes lors des 6 dernières années par le Global Impact Investment Network (GIIN), dont des fondations, des institutions financières du développement et des institutions académiques pour structurer et étendre les investissements dans l'impact et développer plus universellement des standards de mesure d'impact ;

ACCUEILLANT favorablement la contribution du PNUD visant à unir les efforts des parties prenantes et acteurs majeurs continentaux et internationaux pour le dialogue public-privé sur les investissements d'impact et apprécie le travail qui a été entrepris dans le rapport connexe intitulé « Investissement d'impact en Afrique: tendances, contraintes et opportunités »;

CONSCIENTS des différents points de vue exprimés lors de processus consultatifs qui ont précédé cette rencontre, notamment :

- 7e Forum sur le Secteur Privé de l'Union Africaine (Nairobi, Kenya, 2014) ;
- Sankalp Africa Forum (Nairobi, Kenya, 2015);
- African Grantmakers Network Assembly (Arusha, Tanzania, 2015); et la
- 3e Conférence sur la Finance pour le Développement – Evènement UA-PNUD- Swiss Development Corporation – Atelier sur l'Investissement d'Impact (Addis Ababa, 2015);

Cette déclaration a été adoptée par les participants de l'AFIF 2015

Déclaration de Cape Town sur **L'INVESTMENT D'IMPACT EN AFRICA**

November 26, 2015 - Lord Charles Hotel, Cape Town, South Africa

COMPRENANT la nécessité de relever les défis qui ont entravé la croissance du secteur de l'investissement d'impact en Afrique, y compris, mais uniquement: la compréhension insuffisante du potentiel et des ressources existantes; la capacité limitée à la fois des entreprises sociales et des gestionnaires de fonds d'investissement d'impact; l'investissement relativement faible à cause de l'environnement réglementaire et politique défavorable; la mobilisation insuffisante, l'allocation et l'utilisation des ressources financières pour soutenir la croissance de l'investissement d'impact; l'engagement limité des institutions continentales et internationales de financement du développement pour tirer parti de leur soutien potentiel pour le secteur; et le manque d'entreprises sociales et des PME offrant des services de développement d'affaires et de services de conseil, d'incubateurs et de pépinières d'entreprises, des formateurs / mentors et initiatives de développement de l'esprit d'entreprise;

DÉTERMINÉS à appliquer les sept points du plan d'action pour l'investissement d'impact en Afrique afin de catalyser et renforcer l'impact du capital en Afrique à travers: 1) la création d'un réseau de sectoriel / organe de supervision; 2) le développement d'un programme de sensibilisation et communication; 3) l'amélioration de l'identification et de la préparation des projets potentiels d'investissement d'impact (par exemple le développement du pipeline); 4) la préparation et l'adoption des cadres réglementaires et juridiques et des politiques nécessaires; 5) le développement des capacités dans l'ensemble du secteur de l'investissement d'impact, y compris la création d'un fonds d'investissement ou d'un fonds de fonds spécifique pour l'Afrique 6) mise en place de l'infrastructure nécessaire et d'un écosystème d'investissement d'impact propice; et 7) le développement et l'adoption d'objectifs, de standards et indicateurs d'impact acceptés et reconnus par tous; l'impact des normes de mesure et les principes de la pratique; des systèmes de suivi de suivi et d'évaluation ; un ensemble de pratiques professionnelles.

L'investissement d'impact est considéré comme l'avenir de l'investissement en Afrique. Le volume et la portée de l'investissement d'impact est en croissance rapide : Selon le baromètre 2015 du Centre Bertha pour l'innovation sociale, plus de \$338 milliards des actifs de placement dans seulement trois pays, le Kenya, le Nigeria et l'Afrique du Sud, comprennent une stratégie d'impact.

En d'autres termes, si cette pratique se généralise sur l'ensemble du continent, les effets sur la croissance et le développement en Afrique seraient considérable. Le PNUD est le moteur de ce changement, en soutenant le développement des écosystèmes propices à l'investissement d'impact sur l'ensemble du continent.

La déclaration du Cap est le premier pas pour développer un tel écosystème. Elle appelle les gouvernements, les investisseurs et la société civile à prendre davantage des mesures pour encourager l'investissement d'impact.

NOUS INVITONS TOUTES LES PARTIES PRENANTES Y COMPRIS LES INVESTISSEURSS, GOUVERNEMENTS, SECTEUR PRIVE, INSTITUTIONS FINANCIERES DU DEVELOPPEMENT, SOCIETE CIVILE, BAILLEURS DE FONDS ET AUTRES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE DE L'INVESTISSEMENT D'IMPACT EN AFRIQUE A TRAVAILLER ENSEMBLE POUR SOUTENIR ET OPERATIONNALISER LE PLAN D'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'INVESTISSEMENT D'IMPACT EN AFRIQUE QUI EST JOINT A CETTE DECLARATION.

EN OUTRE, NOUS CONVENONS D'INVITER D'AUTRES PARTENAIRES QUI ETAIENT INCAPABLES DE SE RENDRE A CAPE TOWN NOUS REJOINDRE A LA RENCONTRE DE LANCEMENT DU PLAN D'ACTION AU DEUXIEME TRIMESTRE 2016 !

Cette déclaration a été adoptée par les participants de l'Africa Finance & Investment Forum 2015 qui s'est tenu à Cape Town du 24 au 26 novembre 2015.

AFRICA FINANCE & INVESTMENT FORUM 2015

Cape Town, Afrique du Sud
24 - 26 Novembre 2015

Initié et conçu par:



En collaboration avec:



Au service
des peuples
et des nations



Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE

KFW DEG

Organisations partenaires:



AFRICAN EXPORT-IMPORT BANK
BANQUE AFRICAINE D'IMPORT-EXPORT



Partenaire scientifique:



Partenaire du concours de l'entrepreneuriat:

